

# La mission du comte Maurice de Courten à Vienne en 1757

par  
Chantal VAUDROZ

## Première partie

### LA SITUATION INTERNATIONALE

Le 18 juin 1757 \*, Louis XV envoie au comte Maurice de Courten, lieutenant-général en ses armées, l'ordre de partir promptement pour Vienne en passant par Strasbourg où il trouvera des instructions détaillées <sup>1</sup>.

Nous sommes au milieu de la deuxième année de la guerre de Sept Ans. La France et l'Autriche sont alliées.

Cette alliance est le résultat de l'une des plus grandes révolutions diplomatiques de l'histoire, qui met un terme provisoire à l'antagonisme séculaire entre la France et l'Autriche <sup>2</sup>.

Pour saisir les causes de ce revirement, il faut remonter à la guerre de Succession d'Autriche et au traité d'Aix-la-Chapelle (1748), où l'alliance traditionnelle de l'Angleterre et de l'Autriche avait été ébranlée. En effet,

\* Mémoire de licence présenté à la faculté des lettres de l'Université de Lausanne en juillet 1974 devant MM. les professeurs A. Dubois et A. Donnet.

<sup>1</sup> Ordre de Louis XV à Maurice de Courten. 18 juin 1757. Archivum de Courten (A. de C.), fonds privé déposé aux archives cantonales valaisannes à Sion.

<sup>2</sup> Lavisse Ernest, *Histoire de France*, Paris, t. VII, 2<sup>e</sup> partie, 1911.

Horn (D. B.), *The diplomatic revolution*, dans *The New Cambridge Modern History*, Cambridge, t. VII, chap. XIX, 1957.

Flassan de, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, Paris, t. VI, 1811.

le ministre anglais Newcastle n'entendait maintenir cette union que parce qu'elle était indispensable à sa politique anti-française et il prétendait que « la Maison d'Autriche ne valait pas la peine d'être soutenue ». Quant au futur chancelier de l'Etat autrichien, le comte de Kaunitz, il était persuadé que la Grande-Bretagne ne tenterait rien pour restituer la Silésie à la Maison de Habsbourg, restitution qui, à ses yeux, était d'une importance vitale. Déjà, à Aix-la-Chapelle, Kaunitz s'était entretenu avec le représentant de la France sur une éventuelle aide de celle-ci pour la Silésie, moyennant des compensations dans les Pays-Bas. Depuis lors, Kaunitz avait dirigé dans ce sens toute sa politique : convaincre la France de ses vues pacifiques et rompre l'alliance franco-prussienne. Au début, Versailles n'avait guère prêté d'attention aux projets du diplomate autrichien.

Cependant, Kaunitz ne se découragea pas et proposa, lors d'une conférence secrète tenue à Vienne en août 1755, un « nouveau plan », qui fut approuvé.

La guerre existait de fait entre l'Angleterre et la France dans le nouveau monde depuis 1754. (Elle ne sera déclarée qu'en mai 1756.) Des troupes françaises étaient déjà rassemblées sur la frontière des Pays-Bas. Comme Kaunitz était persuadé de ne pas pouvoir défendre efficacement ces territoires, il entreprit d'agir rapidement. L'Autriche devait garder la neutralité dans la guerre maritime franco-britannique ; offrir la plus grande partie des Pays-Bas autrichiens au gendre de Louis XV, l'infant Don Philippe, tout en récupérant, en compensation, les trois duchés italiens attribués à Don Philippe à Aix ; remettre aux Français Nieuport et Ostende ; promettre de soutenir la candidature du prince de Conti au trône de Pologne. L'Autriche pouvait ainsi espérer reprendre la Silésie grâce à un secours français et étendre son influence en Italie au détriment de celle des Bourbons.

Ces propositions, assez séduisantes pour la France, furent communiquées, le 31 août 1755, par l'ambassadeur de Vienne à Paris, le comte de Starhemberg, directement au roi, sans passer par ses ministres, mais par l'entremise de Mme de Pompadour, après que Sa Majesté eut promis de garder le secret le plus absolu sur ces tractations.

L'ambassadeur de l'impératrice accompagna, comme il en avait reçu l'ordre, ces offres de sa Cour de prétendues révélations sur des négociations secrètes entre Frédéric II et la Grande-Bretagne. Il fallait par là persuader le roi que son allié le trahissait en pactisant avec ses ennemis.

Louis XV était favorablement disposé à l'égard des avances qui lui étaient faites. Il avait de l'estime pour Marie-Thérèse et depuis longtemps souhaitait conclure un accord avec elle afin d'assurer la paix sur le continent et de protéger les intérêts de l'église catholique. Il n'avait d'ailleurs que peu de confiance dans le roi de Prusse. Le margrave de Brandebourg était également un bien petit allié pour un aussi grand monarque, et de surcroît un allié hérétique. L'impératrice n'avait pas omis d'insister sur cette communauté d'intérêts religieux qui existait entre elle et le roi de France. Ainsi, du côté français, le rapprochement avec l'Autriche fut bien l'œuvre de Louis XV lui-même.

Mme de Pompadour fit choisir, pour conduire les négociations, l'abbé de Bernis, un de ses bons amis, qui venait d'être nommé à l'ambassade de Madrid après avoir, depuis 1752, représenté le roi à Venise.

Lorsqu'il fut mis au courant des propositions autrichiennes, Bernis fut persuadé qu'elles offraient de réels avantages, d'autant plus qu'il croyait le rapprochement anglo-prussien déjà fort avancé. Dans ses *Mémoires*<sup>3</sup>, écrits plus tard pour servir à sa justification, il énuméra les raisons qui l'avaient poussé à contribuer à l'alliance nouvelle : l'Autriche, affaiblie par des pertes territoriales, ne pouvait plus prétendre à l'hégémonie universelle quoique restant malgré tout une puissante alliée ; elle avait toujours été le centre autour duquel s'assemblaient les ennemis de la France ; comme la Grande-Bretagne était la seule véritable ennemie, il était habile de la priver de son plus considérable soutien. On objectait bien que l'alliance allait donner à l'Autriche une regrettable prépondérance dans l'Empire. A cela, Bernis répliquait que le traité devait être basé sur une observance absolue par l'Autriche des traités de Westphalie. Si Marie-Thérèse les violait, l'alliance serait rompue.

A l'entrée de ces pourparlers, le roi, tout en souhaitant vivre en harmonie avec l'Autriche, n'accepta tout de même pas de se liguier avec elle contre la Prusse. « Fidèle à sa parole, à ses engagements et aux lois de l'honneur, il ne pouvait sans les preuves les plus claires et sans les motifs les plus graves, non seulement rompre avec ses alliés, mais même soupçonner leur bonne foi ni les croire capables d'infidélité ni de trahison. » Il fit toutefois savoir qu'il acceptait un traité de garantie réciproque sur les bases d'Aix-la-Chapelle et souhaitait que l'impératrice se déclare contre l'Angleterre. Les deux puissances se garantiraient ainsi leurs possessions en Europe. Toutes les puissances alliées de la France et de l'Autriche, excepté l'Angleterre pour avoir rompu les conventions d'Aix, pouvaient accéder à ce traité.

Kaunitz fut, on le comprend, déçu du résultat de ses ouvertures. Marie-Thérèse informa Starhemberg qu'il fallait renoncer à l'aspect anti-prussien des négociations. Puisque Louis XV ne voulait pas s'engager dans ce sens, il fallait attendre une conjoncture plus favorable pour lui renouveler ces propositions.

Les conversations continuèrent donc malgré tout. Bernis, craignant de prendre seul, à l'insu de tous les ministres, d'aussi graves responsabilités, persuada le roi de lui adjoindre un comité de quatre ministres : Machault, Séchelles, Rouillé et Saint-Florentin.

Cependant, en janvier 1756, survint un fait nouveau et d'importance, qui prouva de manière frappante et irréfutable le bien-fondé des avertissements autrichiens et accéléra le cours des pourparlers : le traité de Westminster.

<sup>3</sup> Bernis (François-Joachim), Cardinal de, *Mémoires et lettres* publ. par Frédéric Masson, Paris, 1903.

Frédéric souhaitait toujours s'agrandir, mais la formidable puissance de ses ennemis en 1755 faisait momentanément taire ses ambitions et lui causait des craintes justifiées. Il devina que les ouvertures que lui fit l'Angleterre à ce moment-là indiquaient un refroidissement austro-britannique et peut-être même une rupture. D'autre part, Frédéric n'accordait guère de confiance à son allié français dont la faiblesse militaire ne laissait pas de l'inquiéter. En outre, la France ne semblait pas disposée à lui porter un secours substantiel pour une guerre continentale. Il répondit donc favorablement aux avances de Georges II. C'est ainsi que fut signé à Whitehall, le 16 janvier 1756, le traité qu'on appelle généralement la convention de Westminster <sup>4</sup>.

Ce traité fut mal accueilli non seulement par la France, mais aussi par la Russie, alliée à l'Angleterre par le traité de St-Petersbourg (1755) <sup>5</sup>. En effet, le chancelier Bestuchev avait en vue la destruction de la puissance prussienne qui, entre autres, s'opposait à l'influence russe dans la Baltique. Ainsi, sans rompre avec la Grande-Bretagne, le gouvernement de St-Petersbourg n'en poursuivait pas moins ses préparatifs de guerre contre Frédéric II.

Dans ces circonstances, Kaunitz ne manqua pas de faire des ouvertures auprès de la tsarine. Il lui fit connaître son entente prochaine avec la France et lui demanda si Vienne pouvait compter sur l'aide russe.

Elisabeth 1<sup>re</sup> fit répondre qu'elle était disposée à conclure immédiatement une triple alliance offensive et même prête à entrer en campagne. Kaunitz n'en demandait pas tant, soucieux d'abord d'achever sa préparation militaire, de mettre un terme aux négociations avec Versailles, de s'assurer le concours de l'électeur de Saxe-roi de Pologne Auguste III et de la Suède.

La nouvelle du traité de Westminster rendit enfin possible l'accord franco-autrichien du premier traité de Versailles.

Bernis et Rouillé étaient maintenant prêts à discuter du premier plan proposé par le cabinet de Vienne que Louis XV avait repoussé en automne 1755. Mais dès qu'on entra dans le détail, de graves différends surgirent.

Si la France se déterminait à dénoncer son alliance avec la Prusse, il fallait nécessairement que l'Autriche dénonce la sienne avec l'Angleterre. Le roi acceptait d'abandonner Frédéric à la merci des deux impératrices, mais les projets de Vienne concernant le démembrement de l'Etat prussien allaient trop loin. Louis n'était pas décidé à se joindre activement à l'attaque de la Prusse ni à restaurer la suprématie autrichienne. Il restait par ailleurs un important parti favorable à la Prusse à la Cour de Versailles, dirigé par Belle-Isle et d'Argenson. Une alliance avec une ennemie héréditaire paraissait monstrueuse à certains. Néanmoins, même ceux-ci furent impressionnés par la menace autrichienne de retourner à l'ancien système. A ce moment-là, la France, sans allié considérable en Europe, devrait faire

<sup>4</sup> *English Historical Documents*, London, Ed. Davis C. Douglas, vol. X, 1957, pp. 930-936.

<sup>5</sup> *English Historical Documents*, op. cit.



face aux ressources combinées de l'Autriche, de la Russie, des puissances maritimes et peut-être même de la Prusse, tandis que tout ce qu'elle pouvait espérer de l'Espagne était la neutralité. Louis ne pouvait risquer de se retrouver dans un pareil isolement. On se décida donc à traiter.

Kaunitz n'obtint pas entière satisfaction, mais le premier pas était fait. La France acceptait que l'Autriche restât neutre vis-à-vis de l'Angleterre ; acceptait de concourir à la reprise de la Silésie par une aide pécuniaire. Elle ne voulait ni fournir de troupes, ni consentir à la ruine totale de Frédéric II.

Le 1<sup>er</sup> mai 1756, à Jouy, fut signé le premier traité de Versailles <sup>6</sup>, convention de neutralité et alliance défensive. Bernis et Rouillé étaient les plénipotentiaires français, Starhemberg signa au nom de l'Autriche. (La Russie y adhéra le 31 décembre 1756.)

Le texte du traité stipulait que l'Autriche conserverait une neutralité absolue dans le conflit franco-britannique ; Louis XV promettait de respecter tous les territoires appartenant à Marie-Thérèse, notamment les Pays-Bas. (Ceux-ci proclamèrent leur neutralité le 14 juin 1756.) Les deux puissances se garantissaient réciproquement leurs possessions en Europe et convenaient que si l'une d'elles était l'objet d'une agression, l'autre lui porterait secours avec un corps de 24 000 hommes. Cinq articles secrets étaient attachés au traité : une attaque de la Prusse contre l'Autriche obligerait la France à assister cette dernière, tandis qu'une aide prussienne à l'Angleterre pour résister à une éventuelle attaque de la France contre le Hanovre était susceptible d'entraîner l'Autriche dans la guerre.

Un malentendu entre les parties contractantes était à la base de ce traité. Louis XV le regardait comme une fin en soi. Il assurait la paix en Europe et laissait les mains libres à la France pour sa guerre maritime et coloniale. Aux yeux de Kaunitz et de Marie-Thérèse, il n'était qu'une étape sur le chemin d'une guerre européenne générale.

Les conversations se poursuivirent. La France accepta l'installation de Don Philippe aux Pays-Bas ; elle demanda des places de sûreté en échange de ses avances pécuniaires. A ces conditions elle se rallierait « au plus grand affaiblissement du roi de Prusse ». Le parti prussien dut se taire à Versailles, mais l'alliance autrichienne n'emporta pas l'adhésion de tout le monde. Certains y virent le triomphe d'une favorite et d'un petit abbé de cour. Si l'on en croit les Mémoires du marquis d'Argenson, « c'est l'ouvrage de Mme de Pompadour... Disons toujours de cette cour autrichienne jésuitique : *timeo Danaos et dona ferentes*... Nous allons offenser la Prusse qui se livrera à l'Angleterre *totis viribus*, nous allier à cette méchante Russie et augmenter sa prépondérance dans le Nord... Il faudra donc changer de principe en politique par cette nouvelle liaison et l'on ne saura plus où l'on va. Aussi, la cabale qui a ourdi ce traité s'est-elle tout à fait cachée du conseil <sup>7</sup>. »

Il reste à se demander si cette révolution diplomatique devait nécessairement entraîner un conflit européen. On sait que la France n'avait pas

<sup>6</sup> Bernis, *Mémoires*, op. cit. Appendice n° IV.

<sup>7</sup> Argenson, Marquis d', *Mémoires et journal inédit*, publ. par René d'Argenson, Paris, t. IV, 1857, pp. 275-279.

l'intention de se joindre à une offensive contre le roi de Prusse en signant le premier traité de Versailles. Kaunitz et Marie-Thérèse avaient encore beaucoup à faire pour les y entraîner. Ils n'avaient jusque-là réussi qu'à briser l'alliance franco-prussienne. L'affirmation que la France avait consenti à attaquer la Prusse avant l'invasion de la Saxe par cette dernière est le fait du seul Starhemberg rapportant les conversations qu'il avait eues avec Bernis, alors chef du parti austrophile français.

On n'était pas prêt à attaquer la Prusse pour 1757, comme le prévoyaient les plans militaires. L'entente entre les ennemis de Frédéric était encore fragile. Cependant, de son côté, Frédéric ne pouvait pas attendre sans rien faire que ses ennemis soient prêts à l'écraser. Certains historiens pensent qu'en envahissant la Saxe il fit merveilleusement le jeu de Kaunitz qui n'attendait que cela pour voir la coalition européenne enfin cimentée et contrainte à l'action. Quoi qu'il en soit, il semble qu'avec ou sans la France, la Russie et l'Autriche étaient résolues à la destruction du roi de Prusse, et celui-ci, en prenant l'initiative des opérations ne fit que précipiter une guerre inévitable.

Ainsi, le 29 août 1756, Frédéric II envahit la Saxe pour prévenir une agression concertée de la formidable coalition liguée contre lui, espérant peut-être aussi renouveler son succès en Silésie de 1740 <sup>8</sup>.

L'armée de l'électeur-roi, faible et mal préparée, ne résista pas longtemps. Elle capitula le 15 octobre à Pirna. Frédéric incorpora les soldats saxons dans son armée, laissant libres les officiers.

Le retentissement de ce coup de force fut considérable en France, et d'autant plus grand que la Dauphine était la fille d'Auguste III. Aussitôt se forma à Versailles un parti favorable à la guerre continentale. L'impératrice réclama les 24 000 hommes promis par le traité de Versailles. On en arma 45 000 « à cause de la Dauphine ». Malgré les inquiétudes naissantes de l'abbé de Bernis, un peu affolé par les conséquences qu'entraînait son ouvrage, on signa un deuxième traité de Versailles, le 1<sup>er</sup> mai 1757.

La France s'engageait à payer, en plus des 24 000 hommes, 6000 soldats allemands, à employer en Allemagne 105 000 hommes de troupes françaises, à payer à l'impératrice un subside de 12 millions de florins et à continuer la guerre jusqu'à ce que l'Autriche ait recouvré la Silésie. De son côté l'Autriche promettait à la France la souveraineté de Chimay et Beaumont, les villes de Mons, Ypres, Furnes, Ostende, Nieuport et le fort de Knoche. Ostende et Nieuport seraient remis sitôt le traité ratifié et les autres seulement après que Marie-Thérèse aurait récupéré la Silésie. Le reste des Pays-Bas et le Luxembourg seraient donnés à Don Philippe en échange des duchés italiens de Parme, Plaisance et Guastalla qui feraient retour à l'impératrice.

Ainsi, pour quelques compensations territoriales dans les Pays-Bas, la France s'engageait dans une ruineuse guerre continentale, au service de l'Autriche, pourrait-on presque dire, puisque Louis XV promettait de ne

<sup>8</sup> Robson (E.), *The Seven Years War*, dans *The New Cambridge Modern History*, t. VII, chap. XX.

Waddington (R.), *La guerre de Sept Ans*, Paris, 1899, vol. I.

pas traiter avant que son alliée eût obtenu satisfaction, alors que l'impératrice n'intervenait pas dans la guerre maritime franco-britannique. Il est donc évident que le deuxième traité de Versailles avantageait sérieusement l'impératrice-reine et que, par lui, la situation de la France était dangereusement compromise.

L'Europe se ligua donc pour anéantir Frédéric II. On se partagea d'avance la Prusse. L'Autriche reprendrait la Silésie, la Russie aurait la Prusse orientale, la Suède, la Poméranie prussienne. Auguste III aurait le territoire de Magdebourg. Frédéric fut mis au ban de l'Empire. Tous les Etats allemands, sauf le Hanovre, le Brunswick et la Hesse-Cassel marchèrent contre lui. La France seule n'avait pas grand-chose à gagner. Ses conquêtes européennes éventuelles, celle du Hanovre, en particulier, pouvaient pourtant être utilisées au traité de paix contre des pertes coloniales. D'autre part, la défense du Hanovre engagerait des forces britanniques qui auraient pu être utilisées ailleurs contre la France. Mais comme l'attaque du Hanovre engagerait aussi des forces françaises, ce n'était simplement qu'un front de plus.

Frédéric ne pouvait pas espérer d'aide importante de la Grande-Bretagne où le traité de Westminster était impopulaire. Le gouvernement de Londres voulait garder son argent et ses troupes pour sa guerre coloniale et pour garantir son territoire d'un débarquement français qu'il croyait imminent.

Les chances de Frédéric semblaient nulles. Les chiffres d'ailleurs parlaient d'eux-mêmes : 147 000 Prussiens contre 133 000 Autrichiens, 105 000 Français plus 24 000 hommes de troupes auxiliaires, 110 000 Russes, et en sus les troupes de l'Empire. C'était une guerre à 1 contre 3. C'était aussi compter sans le génie militaire du roi de Prusse et sans la force de son armée.

Face à Frédéric, l'armée française : elle est faible, mal instruite, mal outillée, mal commandée. Elle reflète les désordres de la Cour et des ministères.

L'armée russe n'a pas de chefs capables non plus et souffre aussi des intrigues de la cour.

Les Autrichiens ont une belle armée, préparée de longue date, mais ses chefs qui se jalourent entre eux d'une manière insupportable, à l'image des généraux français, sont souvent incompetents : comme l'écrit Choiseul-Stainville, le prince Charles de Lorraine accumule « sottise sur sottise »<sup>9</sup>. Daun est un bon général, mais partisan d'une perpétuelle défensive qui lui fait manquer maintes occasions de battre le roi de Prusse.

Cependant, la grande faiblesse de toutes les armées coalisées contre la Prusse, sera le manque total de coordination : les Français attaqueront à l'ouest, les Russes au nord-est, les Autrichiens au sud. Ces trois armées ne seront jamais réunies sur un champ de bataille contre Frédéric II. C'est en partie à cette invraisemblable inconséquence que le Prussien devra son salut.

<sup>9</sup> Choiseul-Stainville à Courten. 18 oct. 1757. A. de C.

Frédéric n'eut pas le temps d'envahir la Bohême en 1756. Il le fit au printemps 1757 et battit le prince Charles de Lorraine devant Prague, le 6 mai, bloquant dans la ville une partie de l'armée vaincue. Cependant, les Autrichiens commandés par le maréchal de Daun arrivèrent au secours de la ville par la Moravie et le Haut-Elbe, et battirent Frédéric II à Kolin, le 18 juin.

Deux armées françaises entrèrent en Allemagne : la première, commandée par le prince de Rohan-Soubise, destinée à rallier, à Wurtzbourg, en remontant le Main, l'armée des Cercles commandée par le prince de Saxe-Hildburghausen ; et l'autre, sous le maréchal d'Estrées, envoyée en Westphalie.

Telle est, en gros, la situation politique et militaire au moment où Maurice de Courten reçoit l'ordre de partir pour Vienne.

Cet ordre, comme nous l'avons vu, date du 18 juin, jour de la victoire autrichienne de Kolin. Il est évident que la nouvelle n'en est pas encore parvenue à Versailles. (On ne la connaîtra que le 27 <sup>10</sup>.) On y attend des informations récentes sur la situation de Bohême, mais on y croit les Autrichiens encore sous le coup de l'invasion et de la défaite. On les suppose toujours dans l'abattement et l'angoisse qui leur avait fait souhaiter recevoir l'aide et les conseils d'un officier-général français.

## Deuxième partie

### LA PERSONNALITÉ DU COMTE MAURICE DE COURTEN

Louix XV, en désignant Maurice de Courten parmi tous ses officiers généraux, a voulu distinguer un homme estimé, particulièrement habile et compétent dans l'art militaire, doué d'une forte personnalité, un homme aussi de bonne compagnie, brillant et charmant en société. Le comte Maurice exerçait parfois son esprit et son humour à ses propres dépens, comme le prouve cette amusante anecdote rapportée par un ancien officier aux Gardes-françaises : « (Il) ne s'épargnait pas lui-même dans ses narrations. Il se plaisait à montrer un passeport portant son signalement, qui avait été dicté, à la frontière, par un officier suisse, et écrit bien littéralement par un secrétaire qui ne savait pas mieux le français que son maître. Voici les termes de ce signalement dont l'orthographe était proportionnée au style : « Grand, pas tant grand, gros laid de fisage, oulcéré de petit férole, mal fait de quillotte, pardon, monsié. »

Comme nous le verrons, la mission de Vienne se soldera par un échec, mais le comte laissera les plus agréables souvenirs aux dames de la cour. Après son départ, ainsi que le lui rapportera Choiseul dans presque toutes ses lettres, elles ne parleront que de lui et seront toutes « folles de lui »,

<sup>10</sup> Arneth, (Alfred von), *Geschichte Maria-Theresia's*, Vienne, 1875, t. V, Maria-Theresia und der siebenjährige Krieg, p. 215.

non pas pour sa beauté, car il était plutôt laid, mais sans doute parce qu'il savait bien parler. « Vous êtes le dieu de ce pays-ci, et l'on ne parle de vous qu'avec enthousiasme », lui écrit Choiseul <sup>11</sup>.

En outre, sans regarder aux formules de politesse ampoulées et aux protestations emphatiques d'inviolable attachement en usage à l'époque, le ton des lettres qu'il reçoit prouve bien le respect et la considération qu'il inspire à ses correspondants, même illustres. Le prince de Rohan-Soubise, le grand seigneur, lui envoie des lettres pleines de modestie et presque déferentes. Il lui écrit par exemple : « Vous voudrez bien... me faire part de tout ce que vous croirez nécessaire que je sois instruit. Vous ajouterez à ma reconnaissance en y joignant vos conseils. J'en connais tout le prix, et personne ne peut être plus pressé que moi à les écouter et à profiter de vos lumières <sup>12</sup>. »

Maurice de Courten appartient à une ancienne famille noble, originaire du Milanais et installée en Valais depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Cette famille donna plusieurs grands baillis au Valais et un grand nombre d'officiers au service de France, d'Espagne, du Saint-Siège, d'Angleterre et du Piémont. Il existe plusieurs branches de cette famille établies à Sierre, Sion, Fribourg, Valenciennes, Paris, etc... Maurice de Courten représente cette dernière branche et il s'illustra, comme beaucoup de ses parents, au service de France <sup>13</sup>.

Né à Paris le 4 septembre 1692, toute sa vie est consacrée à ce service.

1709 Cadet au régiment de Courten

1721 Capitaine

1724 Lieutenant-colonel

1738 Brigadier des armées du Roi

1743 Maréchal de camp

1744 Colonel du régiment de Courten

1748 Lieutenant-général

Il débute en 1741 déjà dans la carrière diplomatique par une mission auprès du margrave de Bade. L'année suivante, il assiste à Francfort-sur-le-Main au couronnement de l'empereur d'Allemagne Charles VII, qui le crée à cette occasion son chambellan avec le titre de comte du Saint-Empire romain <sup>14</sup>.

<sup>11</sup> Choiseul à Courten. Vienne, 18 oct. 1757. A. de C. Paris, *Versailles et les Provinces au 18<sup>e</sup> siècle. Anecdotes sur la vie privée... par un ancien officier aux Gardes-françaises*, 2<sup>e</sup> édition revue, corrigée et augmentée, Paris, 1809.

<sup>12</sup> Soubise à Courten. Hanau, 3 août 1757. A. de C.

<sup>13</sup> *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, vol. II, p. 597.

<sup>14</sup> Courten (Eugène de), *Famille de Courten, généalogie et services militaires*, Metz, 1885. pp. 138-141.

Après la capture du maréchal de Belle-Isle par les Anglais, le 20 décembre 1744 sur les terres de Hanovre, comme il se rendait à Berlin, Maurice de Courten est chargé par le roi de préparer à sa place la campagne de 1745 avec le roi de Prusse <sup>15</sup>.

En 1757, il commande en chef dans les pays situés entre le Rhin et la Meuse lorsqu'il reçoit l'ordre de la Cour de Versailles de se rendre à Vienne. A cette occasion, Voltaire aurait écrit quelques vers en son honneur : <sup>16</sup>

« Au courtisan le plus avisé !  
Au Gascon le plus rusé !  
Courten peut servir de modèle.  
Vous allez me chercher querelle,  
Il est suisse à la vérité.  
Mais Suisse si bien déguisé  
Que ses amis aussi bien que son maître  
Sans sa candeur et sa fidélité  
Auraient peine à le reconnaître. »

On doit encore au comte Maurice la création de l'ordre du Mérite Militaire, institué par le roi en 1759 pour récompenser les services d'officiers protestants qui n'ont pas le droit de recevoir la Croix de Saint-Louis. Il en rédige lui-même les statuts. En effet, il écrit à Ignace de Courten, le 30 janvier 1759 : « J'ai obtenu la croix que je sollicite depuis longtemps pour les protestants. Je vais travailler à en dresser les statuts <sup>17</sup>. »

Peu de temps avant sa mort, il parvient à concilier un différend entre le marquis d'Entraigues, ambassadeur de France à Soleure et le Sénat de Berne. Celui-ci lui témoigna sa satisfaction par le don d'une médaille d'or <sup>18</sup>.

On a conservé son testament, fait à Paris le 20 décembre 1765 dans son hôtel de la rue Montmartre, paroisse de Saint-Eustache, par lequel il lègue la majeure partie de sa fortune à son parent le comte Ignace-Antoine-Pancrace de Courten, qui hérite également de tous les titres offrant un intérêt généalogique <sup>19</sup>.

<sup>15</sup> Pour les détails de cette mission, voir :

Courten (Eugène de), *Le régiment valaisan à la bataille de Fontenoy*, dans *Annales Valaisannes*, juin 1954, pp. 7-16.

<sup>16</sup> Vallière (Paul de), *Histoire des Suisses au service étranger*, Neuchâtel, 1913. Lacroix (Jean-François de), *Anecdotes des Républiques auxquelles on a joint la Savoye, La Hongrie et la Bohême, 1<sup>re</sup> partie comprenant Gênes... et la Suisse*, Paris, 1771, p. 217. Lacroix cite ces vers sans mentionner le nom de leur auteur. Je n'ai pas retrouvé ces vers dans les œuvres complètes de Voltaire éditées par Théodore Besterman. Il reste à compiler les 50 volumes de la correspondance de Voltaire.

<sup>17</sup> *Documents sur la famille de Courten*, Metz, 1887, pp. 266-267.

<sup>18</sup> Cette médaille est conservée à Sion, dans la collection de M. Eugène de Courten.

<sup>19</sup> Courten (Eugène de), *Famille de Courten*, op. cit.

Comme en témoigne un extrait du registre mortuaire de l'église paroissiale de Saint-Eustache, il meurt le 31 janvier 1766 dans son hôtel, puis est inhumé selon ses volontés en l'église paroissiale, en présence d'Ignace de Courten, de Louis-Auguste d'Affry et Rodolphe de Castella<sup>20</sup>.

Maurice de Courten est mort célibataire. Avec lui s'éteint la branche de Paris. Il a laissé de nombreux écrits, la plupart relatifs à ses missions politiques.

### Troisième partie

## HISTORIQUE DE LA MISSION

### *Départ pour Vienne*

Maurice de Courten se trouve avec l'armée de Westphalie à Wesel<sup>21</sup> sur le Rhin, près de Düsseldorf, lorsqu'il reçoit, le 18 juin 1757 l'ordre de partir pour Vienne en passant par Strasbourg où de nouveaux ordres l'attendront. Ce message, signé du roi, ne porte pas d'autres indications<sup>22</sup>.

Le lieutenant-général se prépare immédiatement à obéir, sans pourtant marquer trop d'enthousiasme. Le roi, d'ailleurs, semble craindre un refus de sa part, puisqu'il fait appeler M. de Stainville, le futur ministre Choiseul, qui se trouve chez Mme de Pompadour et lui demande d'écrire à son ami de Courten pour s'efforcer de le convaincre : « La commission dont vous êtes chargé, quoiqu'elle ne vous paraisse pas dans le moment fort agréable, vous est donnée avec tant d'applaudissements de tous côtés, que vous feriez fort mal d'y résister. Je vous assure de plus que vous déplairiez fort au Roi<sup>23</sup>. » Le Secrétaire d'Etat à la guerre, Paulmy, joint lui aussi une lettre aux ordres du roi, marquant l'importance de la mission. Il complimente Courten sur le choix qu'on a fait de lui pour souscrire au désir de l'impératrice d'avoir un officier-général français à son armée<sup>24</sup>. Tout le monde s'emploie ainsi à convaincre Maurice de Courten de l'honneur que le roi lui a fait en le désignant.

Dans de telles conditions, un refus est impossible et le comte de Courten se met en route pour Strasbourg. Il y parvient le 29 juin, après quatre jours de voyage<sup>25</sup>. Les instructions détaillées l'y ont précédé de peu<sup>26</sup>. Elles portent les indications suivantes : l'impératrice-reine a for-

<sup>20</sup> Documents sur la famille de Courten.

<sup>21</sup> Etat de la dépense. Courten, 19 octobre 1757. A. de C.

<sup>22</sup> Louis XV à Courten. 18 juin 1757. A. de C.

<sup>23</sup> Choiseul-Stainville à Courten. 18 juin 1757. A. de C.

<sup>24</sup> Paulmy à Courten. 18 juin 1757. A. de C.

<sup>25</sup> Courten à Paulmy. 30 juin 1757. A. de C.

<sup>26</sup> Louis XV à Courten. 25 juin 1757. A. de C.

mulé le désir d'avoir un officier français pour assister ses généraux, vu l'état critique de ses affaires en Bohême. Le roi a choisi le comte de Courten à cause de toutes ses qualités qui, énumérées ici, sont innombrables, et aussi parce qu'il possède la langue allemande. Comme on ignore quelle sera la situation militaire à son arrivée à Vienne, on ne peut lui donner que des règles de conduite générales, qui sont d'avoir en vue les intérêts de l'impératrice et ceux du roi, qui sont les mêmes. On rappelle que le maréchal Daun est parti secourir le prince Charles en Bohême. Si l'issue de cette entreprise est favorable, l'envoyé de Louis XV aura la tâche facile de concourir à assurer la prospérité. Si l'issue est malheureuse, il faudra persuader les Autrichiens de ne plus risquer leur armée et de s'employer uniquement à sa conservation. Sa Majesté ne doute pas que Marie-Thérèse fera bon accueil à son envoyé et que les ordres qu'elle donnera assureront à ce dernier la confiance et la collaboration des officiers autrichiens. Si l'impératrice désire que le comte fasse le service de son grade à l'armée, il ne servira que comme général d'infanterie, conformément aux accords de la Convention militaire de Vienne du 25 février 1757 <sup>27</sup>. A ces instructions sont joints une lettre de crédit et un chiffre. Pas de lettres de créance dans les papiers du comte Maurice, rien qui l'accrédite officiellement auprès de la Cour de Vienne.

De ces ordres, il faut retenir avant tout l'imprécision. Une lettre de Paulmy les accompagnant ajoute que Courten suppléera à ce qui n'a pas été prévu <sup>28</sup>. Ce dernier ne sait ainsi qu'une chose : qu'il ira à l'armée de l'impératrice où l'impératrice a demandé qu'il aille. Tout laisse à penser, puisqu'on donne si peu de détails, que le roi Louis XV et Marie-Thérèse se sont entendus au préalable sur cette assistance militaire, que les détails de la mission ont été mis au point entre les Cours de Vienne et de Versailles, et qu'on attend en Autriche l'officier français.

En même temps, Courten est informé qu'il vient d'être fait Grand-Croix de Saint-Louis, ordre militaire octroyé pour services exceptionnels rendus au roi de France <sup>29</sup>. Cette distinction lui est offerte comme un dû. Cependant elle est aussi destinée, à l'occasion de cette mission, à renforcer le prestige du comte auprès des officiers autrichiens et à persuader l'impératrice qu'on lui envoie un soldat du plus haut mérite.

### *Arrivée à Vienne*

Maurice de Courten poursuit son voyage. Il passe par Ulm le 5 juillet et atteint Vienne le 10 <sup>30</sup>. Leurs majestés impériales sont à ce moment-là

<sup>27</sup> Waddington, *op. cit.*, vol. I, pp. 67-104. Convention « den Dienst deren vereinigten Armeen der Kaiserin Königin zu Hungarn und Böheim, und Seiner Allerchristlichen Majestät betreffend ». 25 Febr. 1757. Kriegsarchiv. Wien.

<sup>28</sup> Paulmy à Courten. 25 juin 1757. A. de C.

<sup>29</sup> Paulmy à Courten. 26 juin 1757. A. de C.

<sup>30</sup> Courten au maréchal d'Estrées. 5 juillet 1757. A. de C. Courten à Estrées. 13 juillet.



absentes de la capitale. Elles sont en Hongrie, d'où elles reviendront le 14 juillet. En attendant de pouvoir leur être présenté, Courten rencontre le comte de Broglie <sup>31</sup> alors sur le point de partir pour Varsovie, et le comte de Kaunitz, chancelier d'Etat. Celui-ci le reçoit fort courtoisement le lendemain de son arrivée déjà. Rien ne permet de connaître les détails de cette entrevue. On sait seulement que lorsque Courten propose de faire à l'armée le service de général d'infanterie, comme le roi le lui a permis, le ministre autrichien affirme n'y voir aucun inconvénient <sup>32</sup>.

Les événements semblent donc vouloir se dérouler le plus normalement du monde. Le 16 juillet, le comte est présenté à l'empereur et à l'impératrice. Ces derniers le reçoivent avec les plus grandes marques de considération, témoignant chacun de leur reconnaissance envers Louis XV pour le secours qu'il leur envoie.

Courten raconte en détail son entrevue avec Marie-Thérèse <sup>33</sup>. Comme il est vêtu de son uniforme bleu de lieutenant-général, elle lui fait remarquer que c'est la couleur du roi de Prusse et qu'elle peut être dangereuse à l'armée. L'officier profite de l'occasion qui lui est ainsi offerte de demander à faire le service de général d'infanterie et l'impératrice accepte la proposition dans les termes les plus flatteurs. Le même jour, le comte se commande donc un uniforme autrichien, blanc celui-là. Dans la soirée, il relate les événements à Kaunitz qui « ne paraît pas y faire attention » et qui, en tout cas, ne trouve aucune objection à opposer à ces dispositions. Pour le comte, tout permet jusque-là de supposer qu'il va incessamment pouvoir partir pour l'armée et remplir sa mission.

### *Renversement de la situation*

Le lendemain, 17 juillet, tout est changé. Dans l'après-midi, Kaunitz lui demande une entrevue et lui annonce qu'on a trouvé de grands inconvénients à ce qu'il fasse le service de général d'infanterie. L'impératrice a été consultée et on attend ses ordres. Le soir même, le comte est informé des décisions prises : les officiers autrichiens seraient mécontents de le voir prendre le pas sur eux, et la Convention de Vienne, qui règle le rang des officiers, n'est applicable que pour des armées combinées, ce qui n'est pas le cas, puisqu'il n'y a pas de troupes françaises à l'armée de l'impératrice. Courten demande alors quel rang il aura. Kaunitz lui propose celui de lieutenant-général, qui dans l'armée autrichienne est considéré comme inférieur à celui de général d'infanterie ou de cavalerie, le mettant de cette manière au rang d'un feldmarschal-lieutenant. Il serait ainsi au 3<sup>e</sup> rang dans l'armée autrichienne, alors qu'il est au 2<sup>e</sup> dans l'armée française. Courten montre ses ordres à Kaunitz : il lui est défendu d'accepter un

<sup>31</sup> Courten à Broglie. 24 juillet 1757. A. de C.

<sup>32</sup> Courten à Paulmy. 17 juillet 1757. A. de C.

<sup>33</sup> Courten à Broglie. 24 juillet 1757. A. de C. Courten à Paulmy. 17 juillet 1757. A. de C.

autre grade que celui de général d'infanterie. Le chancelier suggère que dans ces conditions le comte aille à l'armée sans prendre de rang, tout en conservant la possibilité d'assister à toutes les délibérations entre le prince Charles et le maréchal Daun. Il se charge de lui remettre des lettres de l'impératrice pour ces deux généraux, afin de lui assurer leur confiance.

Le comte songe alors à porter son uniforme bleu, et à mettre un surtout gris en cas de combat. Il demande pourtant à jouir des seuls honneurs de général d'infanterie sans commandement effectif. Kaunitz le lui refuse, prétextant toujours la jalousie des officiers.

Pour remplir sa mission, Courten surmonterait toutes ces difficultés, accepterait n'importe quel statut à l'armée, si Kaunitz ne lui faisait pas la réflexion la plus étonnante et la plus déconcertante : l'impératrice n'a jamais demandé d'officier-général au roi de France et personne à Vienne n'était averti de l'arrivée d'un envoyé de Louis XV. L'ambassadeur Starhemberg avait seulement mentionné, un mois auparavant, un projet de Versailles sur cet objet, mais il n'en avait pas reparlé depuis, et tout le monde avait été stupéfait en voyant le comte de Courten arriver. Si personne ne lui en avait encore rien dit, c'est qu'on s'attendait à recevoir d'un jour à l'autre, de Paris, une lettre pour l'annoncer.

### *Attitude de Versailles*

Le comte a de quoi être perplexe devant la tournure que prennent les événements. Comment concilier ce que vient de lui dire le ministre et ses instructions, où on lui affirme que Vienne a réclamé un secours français ? Laquelle des deux Cours dit la vérité ? Il écrit immédiatement à Paulmy pour obtenir des précisions<sup>34</sup>. Le secrétaire d'Etat lui répond, le 26 juillet<sup>35</sup>, qu'en effet, Marie-Thérèse n'a pas fait formellement au roi la demande d'un officier-général, mais qu'on en a envoyé un tout de même d'après ce que mandait de Vienne le comte de Broglie. Lorsque ce dernier s'y trouvait, en mai et juin 1757, les Autrichiens étaient dans le plus grand abattement. Chaque soir, l'impératrice lui demandait son avis par écrit, qu'elle faisait passer au maréchal Daun, et à plusieurs reprises l'avait pressé de se rendre à l'armée, offrant de lui donner voix dans le conseil de guerre<sup>36</sup>. Broglie pouvait donc bien avoir informé Versailles que l'impératrice souhaitait avoir un officier français à son armée. (Il ne s'explique malheureusement pas là-dessus dans sa correspondance avec Courten.) Paulmy continue, expliquant que Starhemberg avait accepté l'idée d'envoyer un officier, et que, une fois informé du choix que l'on avait fait, il avait témoigné de la satisfaction que sa cour en aurait. Le roi avait donc

<sup>34</sup> Courten à Paulmy. 17 juillet 1757. A. de C.

<sup>35</sup> Paulmy à Courten. 26 juillet 1757. A. de C.

<sup>36</sup> Broglie (Albert de), *Le Secret du Roi, correspondance secrète de Louis XV avec ses agents diplomatiques*, Paris, 1878, vol. I, chap. III.

ainsi compté prévenir les désirs de Marie-Thérèse. Paulmy écrit enfin : « Il est donc bien certain que l'on avait été prévenu à Vienne de votre arrivée, et que vous n'y avez été envoyé que parce qu'on a témoigné le souhaiter. »

Que doit donc faire le comte de Courten dans cette situation ? Il doit persister absolument dans son refus de servir autrement qu'en général de cavalerie ou d'infanterie. (Les officiers autrichiens concevraient plus de jalousie d'un étranger sans rang officiel mis dans le secret des généraux en chef, que d'un officier faisant normalement le service.) Louis XV pense que Courten sera très utile à Vienne en attendant l'arrivée de l'Ambassadeur ordinaire, le comte de Stainville. Il s'occupera des subsistances de l'armée de Soubise et de la marche des opérations, et pourra, dès que Stainville aura rejoint son poste, retourner faire son service à l'armée du maréchal de Richelieu.

Comme le démontre cette réponse, le gouvernement français bat soudain en retraite. Il avait souhaité conserver en la personne de Maurice de Courten un observateur officieux en Autriche après le départ, en mars 1757, du comte d'Estrées, ministre plénipotentiaire et en attendant la venue du nouvel ambassadeur, M. de Stainville. Cependant Louis XV ne s'obstine pas à vouloir envoyer Courten à l'armée contre la volonté de l'impératrice. Aucune démarche n'est entreprise dans ce sens par le canal de l'ambassadeur Starhemberg ou autrement. On conseille même au Valaisan de maintenir son exigence bien qu'on la sache refusée d'avance. Versailles se contentera de cette mission remplie partiellement. Ainsi donc la France laissera son lieutenant-général dans la plus inconfortable des situations et fort contrarié qu'on l'empêche de se rendre plus utile.

### *Attitude de l'Autriche*

Cette démission semblerait pour le moins curieuse, si l'impératrice avait effectivement fait part au comte de Broglie de son désir d'avoir un officier français à son armée, si l'ambassadeur Starhemberg avait accepté l'envoi du comte de Courten avec satisfaction, si enfin toutes les dispositions avaient été prises officiellement et d'un commun accord. Que l'impératrice ait fait part officieusement d'un tel désir et que Starhemberg ait été mis au courant des projets du roi semble incontestable. Il semble aussi invraisemblable que Starhemberg, informé du départ de Maurice de Courten, n'ait pas annoncé à sa cour son arrivée prochaine à Vienne. D'ailleurs Kaunitz qui voit Courten tous les jours depuis le 11 juillet, ne lui dit rien de cela jusqu'au 17. Ce prétendu silence de Starhemberg sur l'ambassade du lieutenant-général ressemble fort à une excuse trouvée après coup pour justifier le peu d'enthousiasme qu'on a à Vienne de voir un officier français se rendre auprès du prince Charles.

Pour mieux comprendre cette attitude autrichienne, il faut se rappeler qu'au moment où l'impératrice souhaite recevoir les conseils et l'assistance d'un officier français, Charles de Lorraine vient d'être battu devant Prague

par le roi de Prusse. La situation tourne au désavantage de l'Autriche et on désespère à Vienne de la voir se rétablir. Mais quand le lieutenant-général se met en route, Frédéric est battu à Kolín, on chante le Te Deum à Vienne<sup>37</sup>, on se croit sauvé. On juge alors que toute aide extérieure est inutile à des généraux victorieux. Une remarque du comte de Broglie permet d'apprécier l'état d'esprit dans lequel le comte de Courten trouve les Autrichiens : « Leur abattement dans l'adversité et leur arrogance dans la prospérité marchent d'un pas égal<sup>38</sup>. »

Il est évident que Kaunitz et Marie-Thérèse craignent que les chefs de leur armée ne prennent ombrage d'une intervention étrangère dans leurs affaires, surtout à l'heure de leur triomphe. Le comte de Courten est parfaitement conscient de ces raisons : « on ne veut pas désobliger (les militaires) dans le moment qu'on a le plus besoin d'eux<sup>39</sup>. »

Comment expliquer dès lors que l'impératrice et le chancelier aient d'abord accepté que le lieutenant-général se rende à l'armée et même qu'il y fasse le service de général d'infanterie ? D'une part, il a été nécessaire de bien recevoir un ambassadeur de Louis XV, afin de ne pas vexer la Cour de Versailles. Il est très naturel qu'une puissance accorde un secours à son alliée, et il serait pour le moins étrange que cette alliée repousse l'aide offerte. D'autre part, quand ils reçoivent M. de Courten, Kaunitz et Marie-Thérèse n'ont probablement pas encore eu le temps d'avertir les membres du conseil de guerre et les chefs de l'armée en campagne, qui eux vont trouver d'insurmontables difficultés à la mission de Courten, obligeant ainsi l'autorité politique à trouver des prétextes pour la rendre impossible.

Les généraux ne se soucient pas de voir un étranger leur donner des conseils ou leur dicter leur conduite. Comme l'entente entre officiers supérieurs, entre le prince Charles et le maréchal Daun en particulier, n'est pas des plus harmonieuses, un témoin officiel de la France les gênerait dans leurs délibérations<sup>40</sup>.

On ne tient pas non plus à dévoiler l'incompétence et les erreurs aux yeux d'une puissance alliée. En outre, les quelques Français qui servent à l'armée autrichienne n'y suscitent pas de sympathie. Bref, on se méfie des Français et la confiance entre alliés n'est pas des plus solides. Car, si Versailles n'insiste pas davantage au sujet du lieutenant-général, c'est peut-être que l'intention de Louis XV était de faire surveiller les Autrichiens plutôt que de leur offrir un secours désintéressé. On s'aperçoit alors en France que puisque les Autrichiens se méfient, Courten aura les mains liées à l'armée, sera écarté autant que possible des décisions importantes et ne servira finalement à rien. Le comte fait part lui-même de ses doutes à ce propos : « Je ne fais aucun doute que l'on ne me remette des lettres de

<sup>37</sup> Arneth (A. von), *op. cit.*, t. V, p. 199.

<sup>38</sup> Broglie (A. de), *op. cit.*,

<sup>39</sup> Courten à Paulmy. 17 juillet 1757. A. de C.

<sup>40</sup> Belle-Isle à Courten. 13 juillet 1757. A. de C.

l'impératrice, mais qui me sera caution que ces Messieurs (Charles et Daun) y déféreront et qu'ils auront en moi la confiance que l'on me promet ? <sup>41</sup>. »

Dans ces circonstances, Versailles préfère utiliser les talents de Courten à l'armée française. Comme l'ambassadeur de France n'est pas encore à Vienne, on demande au comte de l'y attendre. Il pourra encore être utile en Autriche pendant quelque temps.

Les prétextes invoqués par Kaunitz pour empêcher la mission de l'envoyé français sont donc l'un : qu'il ne peut pas faire le service de général d'infanterie — prétexte insuffisant puisque le comte est prêt à partir tout de même en simple particulier ; et l'autre : qu'on ne l'a pas demandé et pas annoncé, ce qui le met dans l'impossibilité de partir sans déplaire délibérément à l'impératrice. La grande habileté de Kaunitz est de n'avoir jamais opposé de refus formel, ménageant ainsi la susceptibilité de la Cour de Versailles et rendant toute réplique impossible : Marie-Thérèse n'a jamais en effet demandé officiellement à Louis XV son lieutenant-général.

### *Derniers espoirs de Courten*

En attendant la réponse de Paulmy à sa lettre du 17 juillet qui ne lui parvient que peu avant le 6 août <sup>42</sup>, le comte ne désespère pas encore de pouvoir partir. Il veut être prêt, quelle que soit la décision de son gouvernement. Il envoie à l'armée, à 120 lieues de Vienne, un chariot muni d'un lit et d'une marmite et cherche à se pourvoir de quelques chevaux de selle. Le chariot mettra 15 jours pour atteindre sa destination et le comte sera prêt à le suivre 10 ou 12 jours plus tard. Il a prévenu le chancelier, et celui-ci n'a répondu ni oui, ni non. « Si l'on osait, l'on me dirait de ne point aller à l'armée... Que n'ai-je pu deviner les intentions du roi, pour m'y conformer ! » <sup>43</sup> En effet, Courten en est réduit à deviner ce qu'on souhaite qu'il fasse, sans appui du côté français et poliment éconduit du côté autrichien. Il offre ses services à l'impératrice autant de fois que les convenances le lui permettent <sup>44</sup> puis se résout à attendre les ordres de Paris.

### *Echec définitif de la mission*

La réponse de Paulmy, dont nous avons parlé en détail, s'accompagne de deux autres lettres. L'une du maréchal de Belle-Isle, et l'autre de l'abbé de Bernis, qui témoignent toutes deux d'un certain embarras que l'on éprouve à Versailles vis-à-vis du comte de Courten pour l'avoir mis dans une situation aussi inconfortable. Belle-Isle l'assure que sa conduite est

<sup>41</sup> Courten à Paulmy. 17 juillet 1757. A. de C.

<sup>42</sup> Courten à Paulmy. 6 août 1757. A. de C.

<sup>43</sup> Courten à Paulmy. 2 août 1757. A. de C.

<sup>44</sup> Courten à Paulmy. 2 août 1757. A. de C.

entièrement approuvée <sup>45</sup> et lui donne une explication très vague des décisions prises à son égard : « Les circonstances étant à présent fort différentes de celles où l'on vous avait demandé, l'on a plus les mêmes raisons de vous désirer à l'armée pour y faire le service de général d'infanterie. » Bernis lui affirme qu'il ne conviendrait pas qu'un aussi digne sujet de SMR serve sans grade à l'armée de l'impératrice <sup>46</sup>. Tous deux l'assurent formellement que Starhemberg était au courant des projets de Louis XV.

Il ne reste plus au lieutenant-général qu'à attendre l'arrivée de Stainville en se rendant le plus utile possible sur des matières politiques et militaires d'après les conseils envoyés de Paris, en glanant à Vienne des informations sur les mouvements de troupes. Il fait vendre le chariot qu'il avait expédié, et demande la permission de revenir à Paris directement au lieu de se rendre à l'armée du maréchal de Richelieu : en effet, il s'est défaté de son équipage au moment de partir pour Vienne et n'a pas le temps d'en former un autre avant la fin de la campagne <sup>47</sup>. La permission lui en est accordée <sup>48</sup>.

### *Incident avec Kaunitz*

A peu près en même temps, vers le 12 août, se produit un incident qui met un comble au désagrément de la situation du comte. Le comte de Saint-Germain, en mission à l'armée des Cercles auprès du prince de Saxe-Hildburghausen, lui a demandé de résoudre quelques points litigieux sur la prééminence des troupes. Courten s'entretient à ce sujet avec le chancelier. La conversation s'échauffe. Kaunitz lui parle d'un ton « fort sec et fort haut » <sup>49</sup>. Courten répond vivement, et les deux hommes se séparent « fort mal ». L'incident est certes d'importance mineure, mais le ton du ministre a paru blesser l'honneur de Louis XV et celui de son représentant. Ce dernier est particulièrement irrité de la morgue dont on fait preuve à Vienne : « Les derniers succès ont furieusement enflé les gens d'ici... ce sont des gens bien hauts, avec lesquels il ne faut pas être humble, sans quoi ils vous marchent sur le ventre <sup>50</sup>. » Cependant, il craint que par l'intermédiaire de Starhemberg, Kaunitz ne se plaigne de lui au roi, que l'impératrice ne se sente offensée, et il préfère avertir sa Cour lui-même. S'il a eu tort, on pourra toujours le désapprouver. A Vienne, tout semble s'arranger. Kaunitz continue de l'inviter à souper comme à l'ordinaire, et l'impératrice à lui montrer sa bienveillance coutumière lors d'un gala donné à Schönbrunn, le 13 août <sup>51</sup>. L'incident a simplement mis en relief l'absence de sympathie entre le soldat et le diplomate.

<sup>45</sup> Belle-Isle à Courten. 1<sup>er</sup> août 1757. A. de C.

<sup>46</sup> Bernis à Courten. 27 juillet 1757. A. de C.

<sup>47</sup> Courten à Paulmy. 6 août 1757. A. de C.

<sup>48</sup> Paulmy à Courten. 15 août 1757. A. de C.

<sup>49</sup> Courten à Broglie. 15 août 1757. A. de C.

<sup>50</sup> Courten à Paulmy. 13 août 1757. A. de C.

<sup>51</sup> Courten à Paulmy. 14 août 1757. A. de C.

La réponse de Paulmy ne comporte guère de blâme. Courten sera bien reçu tout de même à son retour en France. « Vous avez eu quelques paroles vives avec M. de Kaunitz. Il paraît que vous auriez pu l'un et l'autre y mettre un peu plus de sang-froid <sup>52</sup>. » Courten a demandé aussi son avis au comte de Broglie <sup>53</sup>, pour connaître là-dessus le sentiment d'un diplomate consommé. Broglie répond qu'il connaît la morgue du chancelier, mais s'étonne qu'il l'ait fait ressentir à un représentant de la Cour de France <sup>54</sup>. Et si l'on désapprouve à Paris le lieutenant-général, celui-ci apprendra que « dans notre métier, (la diplomatie) il ne suffit pas toujours d'avoir raison ».

Malgré les vives inquiétudes du comte sur le déplaisir que cette affaire aurait pu inspirer au roi, elle n'aura pas de suite.

### *Retour en France*

Le comte de Stainville arrive à Vienne le 20 août pour y remplir sa charge d'ambassadeur ordinaire du roi de France <sup>55</sup> et il entreprend tout de suite de s'informer sur la mission de son ami de Courten. On lui fait les mêmes objections qu'au comte <sup>56</sup>, bien qu'on ait un instant espéré, à Paris, voir l'ambassadeur réussir à persuader les Autrichiens : « Ce sera à vous et à M. de Stainville d'en décider, suivant ce que vous verrez, comme penseront l'impératrice et M. de Kaunitz <sup>57</sup>. »

Le comte n'a donc plus rien à faire à Vienne, l'échec de sa mission étant de la sorte consommé. Il ne quitte pourtant l'Autriche qu'aux environs du 29 septembre <sup>58</sup>. On a peu de précisions sur ses occupations précédant son départ, sinon qu'il s'entretient sur les affaires avec Stainville et qu'il continue à envoyer à M. de Paulmy des informations militaires <sup>59</sup>. Il attend aussi la réponse à un courrier expédié à Versailles grâce à laquelle il pourrait avoir la permission d'aller saluer le prince de Soubise sur le chemin du retour <sup>60</sup>. Finalement, on ne sait pour quelle raison, il rentre directement à Paris <sup>61</sup>.

Il y arrive le 11 octobre <sup>62</sup>, pour y être fort bien accueilli. La nouvelle en parvient jusqu'à Vienne d'où Stainville le félicite : « Il paraît que vous avez réussi à merveille votre retour <sup>63</sup>. »

<sup>52</sup> Paulmy à Courten. 30 août 1757. A. de C.

<sup>53</sup> Courten à Broglie. 15 août 1757. A. de C.

<sup>54</sup> Broglie à Courten. 6 sept. 1757. A. de C.

<sup>55</sup> Courten à Bernis. 17 août 1757. A. de C.

<sup>56</sup> Courten à Belle-Isle. 23 août 1757. A. de C.

<sup>57</sup> Belle-Isle à Courten. 1<sup>er</sup> août 1757. A. de C.

<sup>58</sup> Etat de la dépense. Courten 19 oct. 1757. A. de C.

<sup>59</sup> Courten à Paulmy. 31 août 1757. A. de C.

<sup>60</sup> Courten à Soubise. 6 sept. 1757. A. de C.

<sup>61</sup> Courten à Broglie. 21 sept. 1757. A. de C.

<sup>62</sup> Etat de la dépense, v. n<sup>o</sup> 38.

<sup>63</sup> Choiseul-Stainville à Courten. 18 oct. 1757. A. de C.

A Vienne, tout le monde parle encore de lui, sauf Kaunitz : « Ce ministre ne (m'a) pas ouvert la bouche de vous depuis votre départ <sup>64</sup>. » Puis le chancelier change d'avis et charge Stainville de faire « mille civilités » au comte <sup>65</sup>. L'impératrice décide d'offrir son portrait à Maurice de Courten pour lui témoigner sa reconnaissance et son estime. Kaunitz le lui envoie à Paris, en l'accompagnant d'une lettre <sup>66</sup>. Le comte charge le chancelier de remercier l'impératrice et de lui transmettre ses regrets de n'avoir pu lui marquer tout son zèle dans une lettre qui est un modèle du genre : « J'eusse disputé à ses braves sujets l'honneur de combattre sous ses drapeaux et la gloire de lui sacrifier ma vie <sup>67</sup>. »

### *Etat de la dépense*

A Paris le 19 octobre, le comte établit l'état de sa dépense <sup>68</sup> pour son voyage de Wesel à Vienne, pour son séjour et pour le voyage de retour. Il rend ainsi un compte exact de l'usage fait de la lettre de crédit de M. de Montmartel, banquier de la Cour, qu'on lui a remise à Strasbourg le 29 juin. Cet état de la dépense comprend les frais de transport et d'entretien pour le comte lui-même et pour sa suite, un aide de camp dont le nom n'est mentionné nulle part, et cinq domestiques.

A l'aller, il voyage avec deux voitures, l'une pour lui, l'autre pour ses gens, à grand train, par des postes à huit chevaux jusqu'à Ulm, où il achète un bateau pour descendre le Danube. Les frais de transport se montent à 1937 livres, l'entretien des personnes à 339 livres 15 sols, à raison de 22 livres 13 sols par jour. Le Comte dépense en moyenne plus de 150 livres par jour, soit environ, pour un voyage de 15 jours, 20 livres par personne et par jour transport compris. En guise de comparaison, on peut signaler qu'à la même époque, la ration d'étape d'un soldat, lorsque l'armée était en marche, coûtait au Roi 8 sols par jour <sup>69</sup>. Les officiers généraux lui coûtaient, semble-t-il, passablement plus cher.

A Vienne, le comte dépense 2673 l. pour lui et sa suite en comptant son logement, son carrosse, ses frais de courrier et les chevaux de poste pour se rendre à Schönbrunn.

Le voyage du retour, qui dure 13 jours, lui revient à 2180 livres dont 1932 l. pour les frais de déplacement proprement dits (les postes et la réparation des voitures) et 248 l. seulement pour lui et ses domestiques.

Il ajoute à ce décompte l'argent perdu pour envoyer l'inutile équipage et les provisions à l'armée autrichienne, soit 921 l. 10 s.

<sup>64</sup> Choiseul à Courten. 12 oct. 1757. A. de C.

<sup>65</sup> Choiseul à Courten. 17 nov. 1757. A. de C.

<sup>66</sup> Kaunitz à Courten. 5 déc. 1757. A. de C.

<sup>67</sup> Courten à Kaunitz. 21 déc. 1757. A. de C. Ce portrait de l'impératrice a passé, par les nièces de Maurice de Courten, à une branche française de la famille qui le possède peut-être encore.

<sup>68</sup> Etat de la dépense, v. n° 38.

<sup>69</sup> Mouillard (Lucien), *Les régiments sous Louis XV*, Paris, 1882.



On lui a remis à Strasbourg 600 ducats qui font 6187 l. 10 s. Il a donc dépassé cette somme de 1864 l. 17 s.<sup>70</sup> quoique affirmant avoir été économe : <sup>71</sup> « Je n'abuserai point de la lettre de crédit de M. de Montmartel. » Parlant du chariot qu'il a envoyé, il écrit au marquis de Paulmy : « J'ai grand regret à cette dépense, quoique peu considérable, ayant tout fait au plus juste <sup>72</sup>. » On peut le croire sans aucun doute sur ce point et on voit que la dépense s'est portée particulièrement sur les frais de déplacement indispensables. En effet, en faisant abstraction du prix du chariot, soit 921 l. 12 s., il a consacré au voyage 3869 l. et 3260 à son entretien, soit 81 jours de séjour à Vienne pour 7 personnes.

### *Les sentiments de Maurice de Courten sur sa mission*

En conclusion, Maurice de Courten s'est retrouvé à Vienne contre son gré, comme on l'a vu. Et ce que sa correspondance révèle sur son caractère permet de comprendre ces réticences. Il est homme de guerre, homme d'action malgré son âge, puisqu'il a 65 ans en 1757, et peut craindre à juste titre de quitter l'armée de Westphalie, en pleine campagne, pour une hasardeuse mission.

Ses craintes seront justifiées lorsqu'il sera mis dans la position la plus ambiguë à la Cour d'Autriche, sans autre soutien de Versailles que des compliments et des encouragements personnels, sans ordres précis, mis à part les conseils prodigués par le maréchal de Belle-Isle.

Il n'est pas coutumier des traquenards diplomatiques, il doit faire face aux habiletés de Kaunitz, il ignore si ses paroles et ses actions emportent l'approbation de sa Cour et souffre véritablement de son inaction forcée alors qu'il y aurait tant à faire aux armées.

Courten résume lui-même fort bien son état d'esprit à la veille de quitter la capitale autrichienne dans une lettre au maréchal de Richelieu : <sup>73</sup> « Je (vous) prie de bien vouloir me regarder comme étant toujours de votre armée, laquelle je rejoindrai le plus tôt qu'il me sera possible, et que je n'eusse point quitté si la chose eût dépendu de moi. Car je n'avais en vérité pas demandé à venir ici, surtout pour y être aussi inutile que j'y ai été, mais j'ai obéi. »

<sup>70</sup> 1 ducat vaut ici 4,125 florins ; 1 florin vaut 2 livres 10 sols. Les florins qui se rapprochent de cette valeur en livres sont ceux de Vienne et de tous les États autrichiens ou ceux qui ont cours à Munich, Francfort et d'autres États du nord de l'Allemagne.

<sup>71</sup> Courten à Paulmy. 30 juin 1757. A. de C.

<sup>72</sup> Courten à Paulmy. 6 août 1757. A. de C.

<sup>73</sup> Courten à Richelieu. 14 sept. 1757. A. de C.

## Quatrième partie

### LA CORRESPONDANCE, SUJETS ABORDÉS

Comme il se trouve dans l'impossibilité de remplir sa mission, Maurice de Courten s'occupe de réunir des informations sur les opérations de l'armée autrichienne, qu'il transmet ensuite à Paris accompagnées de commentaires et de conseils. De Paris, on l'informe des dernières nouvelles, avec des suggestions à faire aux Autrichiens.

A Vienne, le général tire ses renseignements des bruits qui courent sur l'armée, des communications que lui font Kaunitz ou les membres du conseil de guerre, comme le maréchal de Neipperg<sup>74</sup>. Ces informations obtenues du côté autrichien sont des plus douteuses. Celles de la veille sont démenties le lendemain, on a du mal à démêler le faux du vrai. « On a bien de la peine à concilier tout ce qui se dit ici, néanmoins il faut faire semblant de le croire<sup>75</sup>. » Courten en est réduit à transmettre les différentes versions des faits, décidant souvent par le raisonnement logique, la connaissance de la situation générale et des protagonistes, laquelle est la plus vraisemblable. Le temps seul permet de connaître finalement le déroulement exact des événements. La correspondance de l'envoyé français avec le maréchal de Belle-Isle est des plus significatives sur ce point. Aucun renseignement que transmet Courten n'est donné sans précautions : « On prétend ici qu'il (Frédéric) veut se porter sur Görlitz... quoique ce soit M. de Kaunitz qui m'ait dit hier cette nouvelle, j'en doute encore<sup>76</sup>. » On peut voir dans ces inexactitudes une intention délibérée de cacher une part de la vérité. Comme partout, également, on est en général très mal renseigné sur les événements récents, et chacun à son gré en donne une version.

De l'extérieur, le général reçoit des informations de 7 correspondants : le marquis de Paulmy, ministre de la guerre ; l'abbé de Bernis, ministre des affaires étrangères ; le maréchal de Belle-Isle ; le comte de Broglie ; le prince de Soubise ; le comte de Saint-Germain ; le duc Louis-Philippe d'Orléans<sup>77</sup>.

De Vienne, il expédie des informations à ces mêmes personnes, excepté le duc d'Orléans. Il écrit en outre aux maréchaux d'Estrées et de Richelieu<sup>78</sup>.

<sup>74</sup> Guillaume Reinhard Comte de Neipperg, (1684-1774). Feld-maréchal autrichien. Vice-président du conseil de guerre depuis 1753.

<sup>75</sup> Courten à Belle-Isle. 26 juillet 1757. A. de C.

<sup>76</sup> Idem

<sup>77</sup> Le duc d'Orléans n'écrit à Courten qu'une lettre, pour lui annoncer la victoire d'Hastenbeck, le 27 juillet 1757. A. de C.

<sup>78</sup> Aucune lettre de ces deux maréchaux ne figure au dossier.

Ces pièces de correspondance permettent pour l'essentiel d'établir l'historique de la mission de l'officier valaisan. Outre cela, on peut en tirer deux sujets principaux qui feront l'objet d'une étude particulière :

1. le déroulement de la guerre
2. les trois points litigieux soumis à Courten par Saint-Germain.

Cependant, en dehors de ces deux points et des événements concernant la situation personnelle du comte, certains correspondants font brièvement allusion à d'autres sujets : par exemple la mort d'un frère ou la promotion d'un fils à un grade supérieur, avec en retour les condoléances ou les félicitations. A ce propos, la correspondance du comte de Broglie et les lettres de Courten au maréchal de Richelieu méritent une attention particulière. La première fait allusion à la Russie, les secondes au régiment de Courten.

### *Les lettres du comte de Broglie à Maurice de Courten*

Le comte de Broglie est une personnalité assez extraordinaire qui, sans son intraitable caractère, aurait pu prétendre aux plus hautes fonctions dans le royaume. Nommé en 1752 ambassadeur auprès d'Auguste III, roi de Pologne, il rallie autour de lui les patriotes polonais en combattant avec acharnement l'influence russe. Mais en 1756, lorsque la France se trouve alliée avec la Russie, elle renverse toutes les mesures prises par son ambassadeur qui, sans crédit à la cour, est rappelé, en partie à cause des plaintes que la tsarine formulait contre lui à Versailles. Broglie sert à l'armée jusqu'à la fin de la guerre de Sept Ans, et prend ensuite la direction du fameux ministère secret, « le Secret du Roi ». Son désaccord perpétuel avec les ministres lui vaut d'être exilé. Rappelé, il s'emploie à faire chasser Choiseul puis est exilé de nouveau, quelque temps avant la mort de Louis XV. Il meurt en exil en 1781 <sup>79</sup>.

Ce personnage exubérant n'a laissé personne indifférent. Le marquis d'Argenson par exemple le dépeint ainsi : « Le comte de Broglie, avec une âme remplie d'ambition, ressemblait à un voleur ; ses yeux étincelants décelaient l'inquiétude et l'activité de son esprit. Il avait de grands talents pour la politique et pour la guerre, mais le despotisme de ses idées et les calculs de son ambition démesurée le portaient toujours avec impétuosité au-delà de toutes les bornes <sup>80</sup>. »

Dans ses lettres au comte de Courten, il se plaint des mauvais propos tenus sur son compte à Vienne <sup>81</sup>. Il déplore, sans donner de précisions, la situation en Pologne où il essuie toutes sortes de « tracasseries » de la

<sup>79</sup> *Biographie Universelle*, Paris, Michaud, 1827, 55 vol.

<sup>80</sup> Waddington (R.), *op. cit.*, pp. 47-48.

<sup>81</sup> Broglie à Courten. 27 juillet 1757. A. de C.

part du « dernier des coquins » qui n'est autre que le comte de Brühl <sup>82</sup>. Il est clair en effet que sa position est des plus précaires, puisque son gouvernement lui a retiré son soutien, et que les Français ont laissé les Russes prendre le pas sur eux dans le pays.

### *La campagne des Russes*

Avant tout, dans ses lettres, Broglie fustige l'attitude des Russes dans le conflit. « Voilà des alliés qui ne nous feront pas crever de jalousie », dit-il <sup>83</sup>. Il ne peut s'empêcher de faire de sérieuses réflexions en voyant l'armée de la tsarine marcher si lentement contre le maréchal prussien de Lehwaldt. Il lui semble que Saint-Petersbourg fait preuve d'une mauvaise volonté suspecte <sup>84</sup>. Il affirme même, en annonçant à Courten la victoire russe de Jägersdorf, que cette victoire doit faire penser à la comédie du « Médecin malgré lui » <sup>85</sup>.

Broglie ne manque certes ni d'esprit, ni de clairvoyance et la conduite des Russes laisse fort à penser.

Le général Apraxine <sup>86</sup>, qui se reconnaît de bonne grâce dépourvu des qualités nécessaires à un général, est à la tête d'une armée de 110 000 hommes, très arriérée à beaucoup d'égards <sup>87</sup>. Une partie de cette armée engage les hostilités par le siège de Memel, sur la frontière de la Courlande, sous le commandement du général Fermor. Apraxine, lui, se dirige sur Intersbourg, en franchissant le Niemen. Les deux corps se joignent, le 18 août 1757, à Intersbourg. Le maréchal de Lehwaldt est établi près de la ville de Wehlau. Entre les deux armées, la forêt de Gross-Jägersdorf. La bataille se livre le 30 août, et se termine sur une victoire russe.

Mais l'armée d'Elisabeth, au lieu de poursuivre son avance sur Königsberg, comme tout le monde s'y attend et Frédéric le tout premier, se retire sur Interbourg, recule jusqu'à Tilsitt qu'elle atteint le 23 septembre, et repasse en Courlande à la fin du mois d'octobre. Cette retraite inexplicable peut à juste titre éveiller les soupçons des alliés.

Est-ce parce que son armée est complètement désorganisée, parce que le pays, incroyablement pillé et rançonné par les soldats russes, ne fournit plus assez de subsistances, qu'Apraxine fait reculer son armée, ou parce qu'il en a reçu l'ordre du chancelier Bestuchev ? On peut penser que la seconde raison est la bonne, car une indisposition de la tsarine, en septembre, avait fait craindre sa mort, et son successeur, le futur Pierre III, dont il fallait dans cette éventualité s'attirer les faveurs par n'importe quel

<sup>82</sup> Broglie à Courten. 1<sup>er</sup> déc. 1757. A. de C. Le Comte de Brühl (1700-1763) était le ministre d'Auguste III. Il fut accusé de s'être entendu avec les Russes contre les Polonais.

<sup>83</sup> Broglie à Courten. 10 août 1757. A. de C.

<sup>84</sup> Broglie à Courten. 31 août 1757. A. de C.

<sup>85</sup> Broglie à Courten. 6 sept 1757. A. de C.

<sup>86</sup> Stéphane Fiodorovitch, comte d'Apraxine, feld-maréchal russe (1702-1758).

<sup>87</sup> Waddington (R.), *op. cit.*

moyen, était un administrateur inconditionnel du roi de Prusse. Bestuchev a donc bien pu, pour se ménager l'avenir, donner à Apraxine des ordres susceptibles de plaire au Grand-Duc. Mais quand on fut rassuré à Saint-Pétersbourg sur l'état de l'impératrice, ce fut un tollé général contre le maréchal. Bestuchev le désavoua aussitôt, et peu après son retour, le 28 octobre, le général en chef fut destitué et traduit devant une cour d'enquête. Il mourut au cours de son procès.

Broglie a donc raison de s'inquiéter à propos de l'alliance russe, car celle-ci ne se maintient que par l'impératrice. Personne à Pétersbourg ne veut montrer trop de zèle contre Frédéric : la tsarine est malade ; d'un jour à l'autre l'héritier peut être appelé à exercer le pouvoir et chasser les partisans de la guerre contre la Prusse. On dit même que le général Fermor, successeur d'Apraxine, se retira pour ne pas déplaire au Grand-Duc en battant Frédéric II <sup>88</sup>.

Choiseul se fera l'écho des plaintes du comte de Broglie, sans pourtant aller aussi loin que lui : « Messieurs les Russes se sont enfuis comme des vilains. Ils ont été tout d'une traite jusqu'en Courlande. S'ils continuent, je les crois tout près de Moscou à l'heure qu'il est ; il n'y a point de trahison dans ce fait. C'est par la lâcheté de M. d'Apraxine <sup>89</sup>. »

En effet, la « trahison » des Russes se fera attendre jusqu'en 1762, à la mort d'Elisabeth.

### *Lettres de Courten au maréchal de Richelieu*

Comme le comte de Broglie, le maréchal de Richelieu sort de l'ordinaire. Louis-François-Armand du Plessis est né en 1696 <sup>90</sup>. Il s'appellera duc de Fronsac jusqu'en 1715. Son mariage avec Mlle de Noailles ne l'empêche pas de s'empresser auprès des dames de la Cour, notamment de la duchesse de Bourgogne, ce qui lui vaut d'être embastillé en 1711. Libéré grâce à Mme de Maintenon, il fait la campagne de 1712 avec Villars. Il retourne néanmoins deux fois à la Bastille, en 1716 pour un duel, et en 1719 pour avoir trempé dans le complot de Cellamare. Il n'en poursuit pas moins sa carrière militaire jusqu'au rang de maréchal de France (1748) et remplace en 1757 le maréchal d'Estrées à la tête de l'armée de Westphalie. C'est là qu'il signe la capitulation de Kloster Seven avec le duc de Cumberland et là qu'il mérite, par ses exactions, le surnom de « Petit Père la Maraude » <sup>91</sup>.

Mais plus encore que par ses activités militaires, il est célèbre par ses aventures galantes innombrables et ses inextricables intrigues de cour.

Esprit brillant, il est l'incarnation du libertin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il était très lié avec Voltaire.

<sup>88</sup> *Biographie Universelle*, Michaud.

<sup>89</sup> Choiseul-Stainville à Courten. 12 oct. 1757. A. de C.

<sup>90</sup> *Biographie Universelle*.

<sup>91</sup> Vallière (Paul de), *Histoire des Suisses au service étranger*, Neuchâtel, 1913.

*Le régiment de Courten*

La première lettre de Courten au maréchal est destinée à lui expliquer pour quelle raison il ne peut rejoindre l'armée de Westphalie à son départ de Vienne <sup>92</sup>.

La seconde est pour implorer Richelieu « pour mon régiment que j'ose dire être un des plus complets et des plus en état de votre armée et qui va périr par Hameln à la garde d'un hôpital » <sup>93</sup>. Courten réclame pour son régiment des quartiers d'hiver qui le conservent en état de servir à la campagne suivante, et demande qu'on lui donne du fourrage, comme aux autres troupes, ce qui n'est pas trop difficile, puisque ce fourrage est fourni par le pays occupé.

A ce moment, les hostilités ont pris fin dans le Hanovre. Plus exactement, elles ont été suspendues le 4 septembre, au moment où se sont entamées entre Richelieu et Cumberland, le fils du roi Georges d'Angleterre, les négociations pour la capitulation de Kloster Seven, signée quatre jours plus tard, le 8 septembre. Le désir est général à l'armée d'entrer dans les quartiers d'hiver.

Maurice de Courten craint à juste titre qu'on ne laisse son régiment mourir de maladie, car la région marécageuse où il se trouve, au bord du Weser, est particulièrement insalubre <sup>94</sup>.

Ce régiment a été fondé par Louis XIV en 1690. « Nous vous avons commis, (Jean-Etienne de Courten) ... colonel dudit régiment et capitaine de la première compagnie d'icelui, laquelle vous l'aurez et mettrez sur pied le plus diligemment qu'il vous sera possible <sup>95</sup>. » Il sert pendant toute la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle sous le commandement de membres de la famille de Courten.

Il se bat pendant la guerre de Succession d'Espagne avec un effectif de 2400 hommes (1701). Au combat d'Eckeren, près d'Anvers, en 1703, il mérite les éloges du maréchal de Boufflers. En 1706, il prend part au siège de Barcelone. En 1707-1708, il est en Catalogne à la prise de Tortose. Pendant la guerre de Succession de Pologne, il participe au combat de Klausen, et, en 1745, il se distingue à la bataille de Fontenoy, sous le commandement de Maurice de Courten. Il y a 200 tués et blessés, dont 23 officiers <sup>96</sup>. En 1748, à la paix d'Aix-la-Chapelle, ses effectifs sont de 2100 hommes, répartis en 3 bataillons de 700, soit 5 compagnies entières de 175 hommes et 14 demi-compagnies de 88.

Officiers et soldats portent l'uniforme rouge à parements bleus, culotte et guêtres blanches ; ils sont coiffés du tricorne noir à liserés et cocarde

<sup>92</sup> Courten à Richelieu. 24 août 1757. A. de C.

<sup>93</sup> Courten à Richelieu. 14 sept. 1757. A. de C.

<sup>94</sup> Waddington (R.), *op. cit.*, Carte de la bataille d'Hastenbeck, p. 444.

<sup>95</sup> Louix XIV, Versailles, le 6 février 1690. *Documents sur la famille de Courten*, Metz, 1887.

<sup>96</sup> Vallière (Paul de), *op. cit.*, Pour plus de détails sur le régiment de Courten, voir : Zurlauben, Baron de, *Histoire militaire des Suisses au service de la France*, Paris, 1751.

d'argent. Les drapeaux sont divisés par une croix blanche en quartiers à dix flammes ondées, jaunes, noires et rouges <sup>97</sup>.

Ce sont donc ces soldats pour lesquels Courten implore le maréchal et qui ont fait dès le début partie de la campagne contre le Hanovre. Le régiment ne périra pas, puisqu'il poursuivra le combat avec l'armée du duc de Broglie et participera au dernier acte de la guerre, la défense de Cassel, assiégée par l'armée de Ferdinand de Brunswick.

Comme depuis cette date la France des rois ne fut plus impliquée dans une guerre continentale, les états de service du régiment prirent fin avec cette campagne. Dès ce moment, il ne vécut plus que l'existence monotone des garnisons.

Le 10 septembre 1792, à Valenciennes, les commissaires de l'Assemblée Nationale donnèrent lecture aux bataillons assemblés du décret du 20 août qui licenciait les régiments suisses au service de France. On faisait cependant d'alléchantes propositions aux officiers et soldats qui auraient accepté de servir dans l'armée française. Sur 972 hommes, 22 officiers et 166 sous-officiers et soldats acceptèrent d'être engagés dans le 21<sup>e</sup> bataillon des chasseurs à pied. Les autres rentrèrent au pays <sup>98</sup>.

### *Le déroulement de la guerre*

Efforts de Belle-Isle et de Courten pour conseiller les Autrichiens sur le déroulement de la guerre

La seule personne qui ait donné des conseils assez précis à Maurice de Courten lorsqu'il s'agissait encore pour lui d'aller à l'armée est le maréchal de Belle-Isle. Quand ces conseils seront devenus inutiles, il n'en continuera pas moins d'échanger avec le Comte des opinions sur la manière dont il conviendrait de mener des opérations contre le roi de Prusse.

Le maréchal de Belle-Isle, Charles Fouquet, né en 1684, est le petit-fils du très fameux surintendant Fouquet, emprisonné par Louis XIV. Le Roi-Soleil considérant que les fautes sont personnelles, ne fera pas subir sa disgrâce à la famille entière. Il donne un régiment à Charles de Belle-Isle qui se fait au métier des armes la plus brillante réputation. Lieutenant-général en 1732, il est un grand travailleur, pourvoit à tout et s'occupe aussi bien des parties que de l'ensemble. Fait maréchal en 1741, il est envoyé à Francfort et d'autres villes de l'Allemagne pour négocier l'élection de l'électeur de Bavière au trône impérial. Il assiste à la diète d'élection comme ambassadeur extraordinaire du roi de France, et c'est là qu'il apparaît avec une suite magnifique, dans l'attirail splendide d'un souverain régnant. Son candidat ne manque pas d'être élu.

<sup>97</sup> Courten (Eugène de), *Le régiment valaisan à la bataille de Fontenoy*, dans *Annales valaisannes*, juin 1954. Voir la planche en couleurs de l'uniforme et du drapeau dans Mouillard (L.), *Les régiments sous Louis XV*, Paris, 1882.

<sup>98</sup> Courten (J.-Ch. de), *Le régiment de Courten*, dans *Annales valaisannes*, janvier 1917.

Poursuivant sa carrière diplomatique, il s'érige en champion de la guerre contre l'Autriche et s'active à former une ligue contre Marie-Thérèse. A la veille de la guerre de Sept Ans, il devra renoncer à ses prises de position anti-autrichiennes.

En 1742, il réussit la retraite de Prague qui, paradoxalement, le couvre de gloire. Duc et pair en 1748, il devient ministre de la guerre en 1758 à la place du marquis de Paulmy. Pendant son ministère, il s'emploie à réformer les structures de l'armée.

Il meurt en 1761, sans postérité, ayant eu le malheur de perdre son fils le comte de Gisors, tué à la guerre <sup>99</sup>.

Les sentiments du maréchal au sujet des questions militaires sont les mêmes que ceux du lieutenant-général, et ils tentent d'un commun accord d'influencer les Autrichiens. Courten va trouver M. de Kaunitz et tâche de savoir par lui quelles sont les intentions de son gouvernement sur la marche des opérations pour l'encourager dans la voie choisie ou l'en dissuader. Mais Kaunitz ne semble guère tenir compte des suggestions de l'envoyé français. Par exemple, il fait part à Courten d'un nouveau projet ; Courten y trouve mille objections ; Kaunitz n'en reparle plus <sup>100</sup>. Seul le maréchal de Neipperg prête une oreille attentive aux conseils de l'officier valaisan, mais personne n'écoute le maréchal de Neipperg.

Courten et Belle-Isle peuvent voir juste, apporter les meilleurs plans, (ils ne sont d'ailleurs pas les seuls Français à conférer avec Vienne sur les affaires militaires) les Autrichiens n'en suivent pas moins leur propre idée. Il ne faut pas entendre pour autant que les projets autrichiens et les désirs français sont nécessairement toujours divergents. Mais cette manière de dialogue de sourds, ce peu d'empressement que l'on met à écouter les avis de son allié, donne une idée tout à fait significative de l'état d'esprit qui règne dans la coalition et permet en partie de comprendre pourquoi Frédéric II ne trouve jamais ses ennemis réunis contre lui. Chacun agit à sa guise et ne consulte l'autre que pour des questions de pure forme. Les chefs d'une même armée se jaloussent et s'accusent mutuellement d'être responsables des échecs subis, et les gouvernements des puissances alliées sont incapables de concevoir un plan de bonne foi. Cependant, il semble d'après la seule lecture de la correspondance de Maurice de Courten, que la mauvaise foi est principalement l'apanage de la Cour de Vienne.

### La prise de Gabel et l'affaire de Zittau

Aussitôt après la défaite de Kolin, le roi de Prusse lève le siège de Prague et répartit ses troupes en deux fractions, dans le but de se maintenir le plus longtemps possible en Bohême. L'une s'établit à Leitmeritz, sur l'Elbe, pour agir contre les Français et les contingents de l'Empire qui se rapprochent de la Saale ; l'autre protège la Lusace et, au besoin, la Silésie, sous le commandement du prince de Prusse.

<sup>99</sup> *Biographie Universelle*, Paris, Michaud, 1827.

<sup>100</sup> Courten à Paulmy. 31 août 1727. A. de C.



Du côté autrichien, le 24 juin, le prince Charles et le maréchal Daun effectuent leur jonction à Prague. Leur plan est de chasser Frédéric II de la Bohême. Un détachement de 16 000 hommes est chargé d'observer le corps du roi de Prusse à Leitmeritz, tandis que le gros des forces impériales, sous le prince Charles et Daun, cherche à tourner l'ennemi et à menacer sa retraite sur la Lusace. Le 13 juillet, les deux généraux parviennent à Niemes et une avant-garde s'empare de Gabel, le 15 juillet. Gabel était le poste qui commandait la route directe de Zittau. Le prince de Prusse est ainsi acculé à une désastreuse retraite sur cette dernière ville. Il y arrive le 22 juillet après un détour de plus de 70 kilomètres par Kamnitz et Rumbourg. Cependant, si les Autrichiens s'étaient hâtés, ils auraient pu devancer largement les Prussiens à Zittau, n'ayant pour cela à franchir que 35 ou 40 kilomètres, et par une bonne route. Pourtant, leur corps principal ne prend position en arrière de la ville que le 21 juillet. Ainsi, contre toute attente, le prince de Prusse a le temps d'évacuer le gros de la garnison et des approvisionnements avant de se retirer sur Bautzen <sup>101</sup>.

Sur cette affaire, la correspondance de Courten apporte un jugement très clair.

Belle-Isle est d'avis qu'il faut tourner les Prussiens par la rive droite de l'Elbe et les couper de leurs subsistances <sup>102</sup>. De façon semblable, Courten estime que les Autrichiens doivent avancer en Lusace et couper les communications à Frédéric entre la Saxe et la Silésie, pour le forcer à se retirer dans ses Etats <sup>103</sup>. C'est bien là aussi l'intention des Autrichiens lorsqu'ils veulent prendre Zittau d'où le prince de Prusse tire toutes ses subsistances et lorsqu'ils interceptent la navigation de l'Elbe en aval de Leitmeritz où le roi de Prusse embarque son artillerie et ses blessés.

Mais le résultat de ces entreprises n'est pas tel qu'on aurait pu l'espérer. Il s'en faut même de beaucoup. L'affaire de Zittau irrite particulièrement le lieutenant-général. Il qualifie la conduite des Autrichiens de « pitoyable » <sup>104</sup>. Lorsqu'arrive le 25 juillet à Vienne la nouvelle que les Prussiens ont eu le temps d'évacuer Zittau, Courten s'indigne <sup>105</sup> et rédige un mémoire qu'il intitule : « Réflexions sur la faute qu'a faite l'armée autrichienne après la prise de Gabel <sup>106</sup>. » Il y fait remarquer très justement que le 18 juillet le corps le plus avancé des Autrichiens n'était qu'à une demi-lieue de Zittau, et que les Prussiens n'y arriveront, en faisant un détour considérable, que le 23. Ainsi, en agissant correctement, l'armée de l'impératrice pouvait prendre les 14 bataillons de la garnison de la ville ; elle pouvait aussi empêcher le prince de Prusse de se ravitailler en pain et lui couper la retraite en le contenant dans des montagnes où son armée affamée se serait débandée et perdue. Courten critique aussi avec raison la destruction de Zittau par les Autrichiens « sans nécessité ». Cet anéan-

<sup>101</sup> Waddington (R.), *op. cit.*

<sup>102</sup> Belle-Isle à Courten. 13 juillet 1757. A. de C.

<sup>103</sup> Courten à Estrées. 16 juillet 1757. A. de C.

<sup>104</sup> Courten à Paulmy. 2 août 1757. A. de C.

<sup>105</sup> Courten à Belle-Isle. 26 juillet 1757. A. de C.

<sup>106</sup> Ce texte n'est pas daté. A. de C.

tissement d'une ville appartenant à la Saxe, alliée de l'impératrice, eut en effet un grand retentissement en Europe et souleva beaucoup d'indignation <sup>107</sup>.

Courten ne disconvient pas de l'opportunité des plans autrichiens dans cette affaire, mais il en critique la mauvaise réalisation. L'histoire a gardé là-dessus la même opinion que lui.

### *La situation en août 1757*

Après ces événements, il devenait impossible à Frédéric de conserver sa position de Leitmeritz. Il lui fallut se retirer pour rejoindre à Bautzen l'armée de son frère qui, victime de sa colère, tomba en disgrâce, accusé d'incapacité et de négligence (29 juillet).

La situation du roi de Prusse est très compromise. Les Français progressent dans le Hanovre ; Soubise et les troupes de l'Empire se rassemblent à Erfurt ; les Russes assiègent Memel ; les Suédois approchent en Poméranie. Son recours serait de frapper un grand coup contre les Autrichiens dans une bataille générale. Le 15 août, il vient camper à deux lieues de l'armée impériale, toujours immobile sur les hauteurs autour de Zittau. L'intention de Frédéric est d'inciter ses ennemis à se déplacer pour pouvoir les attaquer sur un terrain favorable. Les Autrichiens ne bougent pas. L'attaque est pour lui impossible dans ces positions, et Frédéric est forcé de regagner la Lusace. Il se porte ensuite sur Dresde avec 12 000 hommes ; l'essentiel de ses forces, sous le duc de Bevern, est chargé de surveiller le prince Charles et de défendre la Silésie.

Une nouvelle fois, les avis de l'officier valaisan sont pertinents. Il devine l'intention de Frédéric de provoquer une grande bataille contre les Autrichiens : « Il tâchera de tomber sur celui qui le serrera de trop près et il y a lieu de croire que ce sera sur les Autrichiens. Et je tremble à chaque instant d'apprendre qu'il leur a donné une camisade. Ils sont toujours campés entre Zittau et Kleinschönau. Je les aimerais mieux à Görlitz <sup>108</sup>. » « Je ne puis me rassurer sur la crainte que j'ai que le roi de Prusse ne fasse quelque entreprise hardie et peut-être téméraire sur l'armée autrichienne <sup>109</sup>. »

La tentative de Frédéric contre Zittau, le 15 août, bien qu'elle n'aboutisse pas, donne pleinement raison à Courten. Il avait cependant compté sans l'immobilisme des Autrichiens.

On prétend à Vienne qu'après cet échec le roi de Prusse va se retirer sur Görlitz, se rapprocher de l'Oder et de la Sprée. Une fois de plus, Courten n'en croit rien <sup>110</sup>. Il est persuadé que l'ennemi tiendra l'Elbe aussi

<sup>107</sup> Waddington (R.), *op. cit.*, vol. I, p. 364.

<sup>108</sup> Courten à Broglie. 10 août 1757. A. de C.

<sup>109</sup> Courten à Paulmy. 6 août 1757. A. de C.

<sup>110</sup> Courten à Belle-Isle. 10 août 1757. A. de C.

longtemps qu'il le pourra, jusqu'à ce que l'armée de Soubise atteigne Torgau, dans tous les cas. Frédéric confirme ce point de vue en se portant sur Dresde, gardant ainsi le cours de l'Elbe.

### *L'armée du Prince de Soubise*

Depuis l'arrivée de Choiseul-Stainville à Vienne, le 20 août, les renseignements que transmet Courten perdent de l'importance, les allusions aux événements se font plus brèves et plus difficiles à inscrire dans un tout cohérent. Il correspond cependant avec le prince de Soubise, et le ministre de la guerre, Paulmy, continue à lui faire part des intentions de la France.

Courten voudrait que l'armée auxiliaire aille rejoindre en Bohême les troupes de l'impératrice, tandis qu'on ferait de gros dépôts à Erfurt gardés par les troupes de l'Empire <sup>111</sup>. Ainsi, les Autrichiens, avec l'aide des Français, pourraient marcher contre Frédéric II et lui faire abandonner la Saxe, opération indispensable à l'entreprise du siège de Magdebourg, puisqu'il faut l'Elbe aux alliés. Entretemps, il préconise, comme le maréchal de Belle-Isle, de faire des magasins considérables à Prague qui serviraient au printemps 1758, pour le siège de Magdebourg. Ce siège est le grand projet français, mais notre lieutenant-général est sceptique à son sujet. Il pense que Frédéric n'affaiblira pas son armée pour défendre des places <sup>112</sup>.

Ce corps auxiliaire de Soubise est celui des 24 000 hommes dus par la France à l'Autriche en vertu du traité de Versailles. On avait d'abord compté sur 4000 Bavares et 6000 Wurtembergeois payés par la France. Mais l'électeur de Bavière tarde à remplir ses engagements et les Wurtembergeois, peu favorables à la cause impériale, désertent en masse. Les troupes auxiliaires de Louis XV se trouvent ainsi réduites à 14 000 hommes. Pour combler ce vide, une fraction de l'armée de Westphalie est réunie à l'armée de Soubise, forte ainsi de 32 bataillons et 22 escadrons <sup>113</sup>, soit environ 21 000 combattants.

Tout d'abord, le corps de Soubise devait être dirigé sur la Bohême <sup>114</sup>, mais la cour de Vienne demande qu'il soit réuni aux troupes de l'Empire en Thuringe, modification qui ne satisfait pas tout le monde à Versailles. Aux yeux de la Cour de Vienne, ces deux armées combinées seront à même de fournir une action indépendante pour chasser de Saxe Frédéric II.

Les armées doivent se réunir à Erfurt vers le 15 septembre <sup>115</sup>. Elles y parviennent plus tôt que prévu, à la fin août. Soubise y découvre l'armée des Cercles, commandée par le prince de Saxe-Hildburghausen. Ce sont des milices sans valeur, sans discipline, sans officiers compétents, dont le

<sup>111</sup> Courten à Paulmy. 6 août 1757. A. de C.

<sup>112</sup> Courten à Soubise. 13 août 1757. A. de C.

<sup>113</sup> Paulmy à Courten. 26 juillet. A. de C.

<sup>114</sup> Waddington, *op. cit.*, vol. I, p. 528.

<sup>115</sup> Soubise à Courten. 3 août 1757. A. de C.

laisser-aller contamine immédiatement les troupes du général français <sup>116</sup>.

Le 9 septembre, Frédéric s'établit à Kösen, près de Naumbourg sur la Saale. Il faut évacuer Erfurt devant la menace prussienne. L'armée des Cercles et celle de Soubise se retirent par Gotha sur Eisenach. Frédéric s'avance jusqu'à Erfurt, et les choses demeurent telles jusqu'à la fin du mois de septembre.

Le reste des allusions aux affaires militaires que nous trouvons dans les lettres de Courten, montrent la divergence existant entre les plans de la France, qui souhaite une attaque concertée des alliés en Saxe, et de l'Autriche, obsédée par l'idée de reprendre la Silésie et le projet du siège de Schweidnitz, siège que Courten désapprouve vivement <sup>117</sup>.

Enfin, tout le manque de coordination dont témoigne cette correspondance aboutira à la catastrophe de Rossbach, le 5 novembre, que le comte de Courten apprendra à Paris. « Qui aurait pu penser, lui écrit Choiseul, que 31 bataillons prussiens en eussent battu 50, et sévèrement battus... quelle honte. J'en ai senti toute l'amertume <sup>118</sup>. »

*Les points litigieux soumis à Maurice de Courten  
par le comte de Saint-Germain*

La personne du comte de Saint-Germain

Le comte de Saint-Germain est né en 1707, près de Lons-le-Saunier. Sa carrière militaire le mène en Allemagne, au service de l'électeur palatin, de l'électeur de Bavière, du roi de Prusse Frédéric II et en Autriche, auprès de Marie-Thérèse. Il vient ensuite en France par l'intermédiaire de Maurice de Saxe, et, en 1748, est nommé lieutenant-général.

A la bataille de Rossbach, en 1757, il se distingue en refusant d'abandonner le terrain. Plus tard, à la suite d'une brouille avec le duc de Broglie, il part se mettre au service du Danemark.

Ce service terminé, il se retire en Alsace où il rédige un mémoire sur les moyens de perfectionner l'armée française. En 1775, Turgot, reconnaissant ses très grandes qualités militaires, le propose comme secrétaire d'Etat au ministère de la guerre. A ce poste, Saint-Germain entreprend de profondes réformes au sein de l'armée. Il répare des abus, réalise des économies, améliore le sort des soldats — quoique se rendant odieux à ceux-ci en introduisant l'usage des coups de plat de sabre, peine moins infamante aux yeux du comte, que celles pratiquées auparavant. Il s'attire également l'animosité de la noblesse en réformant la Maison du Roi. Il démissionne en 1777 et meurt dégoûté de tout une année plus tard <sup>119</sup>.

<sup>116</sup> Lavis (E.), *Histoire de France*, op. cit., p. 266.

<sup>117</sup> Courten à Paulmy. 31 août 1757. A. de C.

<sup>118</sup> Choiseul-Stainville à Courten. 17 nov. 1757. A. de C.

<sup>119</sup> *Biographie Universelle*, op. cit.

## La mission du comte de Saint-Germain

Le 26 juillet 1757, le ministre Paulmy fait savoir à Maurice de Courten que le comte de Saint-Germain est parti le 21 du même mois pour aller rejoindre le prince de Saxe-Hildburghausen à l'armée des Cercles <sup>120</sup>.

En effet, les troupes des Cercles allaient bientôt se combiner au corps auxiliaire de Soubise, et le commandement en chef de l'ensemble des forces était dévolu au prince de Saxe-Hildburghausen ; quant à la situation de Soubise, elle était mal définie. C'est pourquoi M. de Saint-Germain avait été chargé de régler ce détail ainsi que tous les autres concernant le service combiné <sup>121</sup>.

Courten est chargé par Paulmy d'engager la Cour de Vienne à donner des « instructions conformes à M. de Saxe-Hildburghausen » <sup>122</sup>. Il doit donc poursuivre à Vienne le même but que Saint-Germain à l'armée de l'Empire.

Il semble, on peut le dire d'emblée, que dans toute l'affaire qui suivra les deux lieutenants-généraux aient presque joué un rôle de dupes dans leurs efforts pour concilier les différends entre l'armée française et celle de l'Empire. En effet, on avait à Vienne comme à l'armée de Soubise le plus grand mépris pour les contingents de l'Empire et pour leur général en chef. Aucune de ces deux parties ne souhaitait une action commune de ces deux armées. On s'était donc arrangé pour empêcher les conflits de se résoudre. Le prince de Soubise s'explique là-dessus : « Il est convenu avec M. de Kaunitz que je chercherais à augmenter les difficultés sur les articles de la convention qui restent à régler, afin que ces difficultés n'étant pas réglées quand l'armée se trouvera en état de marche, l'impératrice se trouve autorisée à laisser en arrière l'armée de l'Empire <sup>123</sup>. » Cette espèce de complot avait été concerté entre Kaunitz et Choiseul-Stainville.

On imagine aisément que dans ces conditions, Saint-Germain et Courten allaient rencontrer tous les obstacles possibles pour régler les points litigieux entre Soubise et Hildburghausen. Et l'on constate une fois de plus la belle harmonie qui règne entre alliés.

## Les points litigieux

Le comte de Saint-Germain arrive à Fürth, auprès du général en chef de l'Empire le 28 juillet. Il trouve une armée désorganisée, sans administration cohérente, et Hildburghausen n'a « ni ordres, ni instructions pour traiter avec lui » <sup>124</sup>. Si bien qu'il propose à l'envoyé français de se conformer à la convention signée à Vienne le 25 février 1757.

<sup>120</sup> Paulmy à Courten. 26 juillet 1757. A. de C.

<sup>121</sup> Waddington, *op. cit.*, p. 529, vol. I.

<sup>122</sup> v. n° 47.

<sup>123</sup> Soubise à Paulmy. 30 août 1757. Cité par Waddington, *op. cit.*, vol. I. p. 532.

<sup>124</sup> Saint-Germain à Courten. Fürth. 5 août 1757. A. de C.

Au sujet de cette convention, il est nécessaire de remonter dans le temps. Le 10 novembre 1756 arrivait à Vienne le lieutenant-général d'Estrées, le futur maréchal, pour discuter avec l'impératrice et le chancelier de l'usage qu'on ferait des 24 000 hommes de troupes auxiliaires dus par la France à l'Autriche. Les pourparlers s'éternisèrent sur la composition des troupes, sur leur destination — les points essentiels — puis sur des détails concernant l'emploi de l'artillerie de siège, le service des subsistances, le commandement, tous les problèmes enfin que soulevait l'action de forces combinées.

Dans la convention enfin signée le 25 février par les plénipotentiaires d'Estrées et Neipperg, on établissait les règles destinées à éviter tout malentendu lors de la réunion des troupes autrichiennes et françaises en une seule armée.

Entre autres, la préséance devait être accordée aux troupes de l'impératrice en tant que partie belligérante. Le commandement devait être attribué au plus haut officier de la puissance qui alignerait l'armée la plus nombreuse. Quant au rang des officiers-généraux, les différences de dénomination en France et en Autriche provoquaient de la confusion. Ainsi le roi de France pouvait conférer les grades qu'il voulait pour établir l'équivalence <sup>125</sup>.

Saint-Germain n'accepte pas de s'en tenir au texte de cette convention. « Je l'ai rejetée tout net parce qu'elle nous est préjudiciable... Elle concerne les troupes de l'impératrice et du roi, et j'ai à traiter avec le chef de l'armée de l'Empire qui est une puissance différente <sup>126</sup>. »

Les points litigieux sont les suivants :

- 1) Saint-Germain exige que les troupes françaises aient la droite sur celles de l'Empire.
- 2) Il demande qu'à défaut de M. de Saxe-Hildburghausen, le commandement en chef soit attribué au prince de Soubise.
- 3) Il veut que les officiers-généraux français jouissent à grade égal des mêmes prérogatives que ceux de l'Empire.

Il faut absolument que la France obtienne satisfaction sur ces points, il y va de son prestige. Courten et Saint-Germain seront inflexibles là-dessus, non pas comme le cabinet de Vienne pour envenimer les choses, mais parce qu'ils sont personnellement convaincus du bien-fondé des exigences françaises en face d'une armée aussi inférieure en qualité que celle de l'Empire.

Saint-Germain transmet l'objet du litige à Courten pour que celui-ci s'en occupe à Vienne auprès de l'empereur, chef très théorique des contingents de l'Empire. Ainsi des ordres pourront être transmis de Vienne à Hildburghausen sur cette matière lorsqu'elle aura été débattue et résolue <sup>127</sup>.

<sup>125</sup> Arneth, *op. cit.*, t. V. p. 88.

<sup>126</sup> v. n° 51.

<sup>127</sup> Idem.

## Les problèmes à résoudre

Le règlement de ce litige est l'occasion d'une longue suite de ratiocinations. Courten s'adresse à Kaunitz pour que les points soient débattus au conseil. Kaunitz le renvoie au vice-chancelier, le comte de Colloredo chargé de l'affaire. Courten lui expose ses arguments et Colloredo lui oppose ses objections <sup>128</sup>.

- 1) sur la préséance. La France prétend à la droite sur les armées de l'Empire. On se rappelle que par la convention de Vienne, la France a cédé le pas aux troupes de l'empereur et de l'impératrice comme partie belligérante. Mais on objecte à Fürth comme à Vienne que l'armée de l'Empire est également celle de l'empereur ; on allègue aussi que les troupes de l'empereur ne prennent pas la droite sur celles de l'Empire. Ainsi, au cas où les armées de l'Empire seraient comme celles de l'empereur, la France devrait leur céder le pas, suivant les accords du 25 février.

Saint-Germain et Courten réfutent cette prétention. Les troupes de l'Empire ne sont pas celles de l'empereur : tout le pouvoir appartient à la Diète en ce qui concerne cette armée ; l'empereur ne peut déclarer la guerre et certains généraux de l'Empire ont même refusé dernièrement de lui prêter serment. En outre, l'armée de l'empereur n'est pas seulement un contingent de l'Empire ; elle mobilisait 30 à 40 000 hommes en 1734. Elle « ne peut pas être regardée comme un contingent » <sup>129</sup>. En plus, au cours de cette même année, un corps de 6000 Danois avait eu la droite sur l'Empire. (Ce dont on ne veut d'ailleurs pas convenir à Vienne.)

- 2) sur le commandement. Au cas où le prince de Saxe-Hildburghausen aurait à manquer ou à s'absenter, la France demande que le commandement soit dévolu à M. de Soubise. On s'y oppose à Vienne, à moins que le prince ne soit fait maréchal de France.

Courten s'indigne. Si l'on veut s'en tenir à la convention, elle prévoit que le plus haut officier du contingent le plus important aura le commandement. Et ce contingent n'est autre que celui de Soubise. Cependant, Louis XV a bien voulu céder la direction des armées au général en chef de l'Empire. Il est donc juste qu'à défaut de ce dernier, Soubise prenne la tête des troupes. Son grade de lieutenant-général n'est pas un empêchement puisqu'il le met au rang des généraux d'infanterie et de cavalerie allemands. « Et le roi ne voudrait pas être forcé à donner un grade supérieur à M. de Soubise s'il ne le jugeait pas à propos, et en ce cas (Courten) doutait que SMR consentît à ce que son armée fût jamais combinée avec celle de l'Empire <sup>130</sup>. »

<sup>128</sup> Courten à Broglie. 15 août 1757. A. de C.

<sup>129</sup> v. n° 51.

<sup>130</sup> Courten à Broglie. 15 août 1757. A. de C.

- 3) Le rang des officiers généraux pose moins de problèmes. On songe de part et d'autre à s'en tenir à la convention. « Le Roi pourra conférer les grades qu'il jugera à propos <sup>131</sup>. »

### La décision de Vienne

Les trois points sont débattus au conseil, puis soumis à l'empereur. Quelques jours se passent jusqu'à ce que le 14 ou le 15 août réponse soit rendue à M. de Courten par le comte de Colloredo <sup>132</sup>.

Sur le premier point, on n'a pas cru devoir insister devant les arguments de l'envoyé français qui peut se flatter d'avoir emporté la décision <sup>133</sup>. Les troupes françaises auront la droite sur celles de l'Empire.

Sur le deuxième point, le point essentiel, qui semblait à Courten ne pas devoir provoquer d'insurmontables difficultés, on n'a pas cédé. SMR doit conférer à Soubise un grade supérieur pour l'excellente raison suivante : « Sans cela, nombre d'inconvénients s'en présenteraient, au préjudice de la cause commune et des vues réciproques. »

Sur le troisième point, on s'en tient à la convention. Elle est d'ailleurs si obscure que les cours devront prendre là-dessus des « tempéraments » <sup>134</sup>.

Courten transmet ces résultats à Saint-Germain qui affirme en en prenant connaissance : « Il n'y pas lieu d'être fort content de la décision de la cour impériale. » Il n'est même pas convaincu que le bâton de maréchal assurerait le commandement au prince de Soubise, sous prétexte qu'il ne lui « serait point adjugé par la Diète ». Le second article lui paraît louche : « Je ne doute pas que... si dans le cours de la campagne il y avait un détachement mêlé de troupes du roi et de celles de l'Empire seulement, celles-ci ne prétendissent à la droite en partant du principe qu'elles doivent être regardées comme troupes de l'Empereur <sup>135</sup>. »

Saint-Germain est même si mécontent que dans un projet de règlement qu'il élabore, le premier article affirme : « Il serait à propos de faire le service toujours séparément pour éviter les difficultés et les inconvénients qui naîtraient nécessairement à chaque pas <sup>136</sup>. »

La France n'en cédera pas moins — une fois de plus — en prenant des « tempéraments », dans le but sans doute de ne pas entraver davantage le service combiné. Les efforts des lieutenants-généraux pour obtenir une légitime satisfaction n'auront servi à rien. Les manœuvres de Choiseul et Kaunitz pour « augmenter les difficultés » et « laisser en arrière l'armée

<sup>131</sup> Courten à Saint-Germain. 12 août 1757. A. de C.

<sup>132</sup> Réponse de SMI remise par M. le comte de Colloredo aux 3 questions faites par M. de Courten. Pièce non datée, copiée par Courten, qui a dû restituer l'original. L'original n'était pas signé. A. de C.

<sup>133</sup> Courten à Broglie. 15 août 1757. A. de C.

<sup>134</sup> Paulmy à Courten. 30 août 1757. A. de C.

<sup>135</sup> Saint-Germain à Courten. 20 août 1757. A. de C.

<sup>136</sup> Soubise à Paulmy. 21 août 1757. Cité par Waddington, *op cit.*, vol. I, p. 530.



de l'Empire » échoueront devant la bonne volonté du cabinet de Versailles, alors même que l'article concernant le prince de Soubise est proprement inacceptable. Les retards, les discussions oiseuses, dont nous avons avec cette affaire un exemple significatif se poursuivront tout de même, jusqu'à la journée du 5 novembre où Soubise et Hildburghausen seront battus ensemble.

## Cinquième partie

### REMARQUES SUR LE CONTENU DU DOSSIER

Les pièces d'archives qui permettent de retracer l'histoire de la mission diplomatique et militaire de Maurice de Courten, appartiennent au fonds privé de Courten déposé aux archives cantonales valaisannes, à Sion. (Papiers du comte Maurice de Courten, section B, carton 5.)

La correspondance entretenue par le comte Maurice avec divers personnages forme l'essentiel de ce dossier. Il y manque très peu de lettres. Toutes celles que Courten a écrites de Vienne ont été recopiées par lui dans un cahier. Les autres, toutes dans un excellent état de conservation, sont tantôt de la main même de leur auteur, comme celles de Choiseul — quoique presque toutes dépourvues de signature — tantôt écrites par des secrétaires. La lecture en est dans ce cas amplement facilitée.

Le dossier ne conserve que des lettres destinées à des personnages importants et envoyés par ces mêmes personnalités. Elles touchent toutes à des sujets politiques ou militaires. Il est donc permis de supposer que beaucoup de pièces de correspondance d'ordre privé n'y figurent pas.

Cette correspondance s'échelonne entre le 18 juin 1757 et le 21 décembre de la même année. Cependant, à l'exception d'une seule, datée du 18 juin, les lettres de Choiseul-Stainville recouvrent une période postérieure à la mission du comte de Courten à Vienne, du 18 octobre 1757 au 23 octobre 1758.

C'est pourquoi, malgré leur grand intérêt aussi bien littéraire que politique, nous ne les avons utilisées que dans la mesure où elles éclairent rétrospectivement la mission de l'officier valaisan en Autriche.

## ENUMÉRATION DES PIÈCES DU DOSSIER

- 27 lettres de Choiseul-Stainville à Maurice de Courten, du 18 juin 1757 au 23 octobre 1758.
- Correspondance Paulmy - Courten : 18 lettres, du 18 juin au 17 août 1757.
- Correspondance Bernis - Courten : 5 lettres, du 26 juillet au 17 août 1757.
- Correspondance Belle-Isle - Courten : 10 lettres, du 26 juin au 1<sup>er</sup> septembre 1757.
- Correspondance Broglie - Courten : 13 lettres, du 24 juillet au 7 décembre 1757.
- Correspondance Soubise - Courten : 6 lettres, du 3 août au 6 septembre 1757.
- Correspondance Saint-Germain - Courten : 5 lettres, du 5 au 20 août 1757.
- Correspondance Kaunitz - Courten : 2 lettres des 5 et 21 décembre.
- 1 lettre à Courten de Louis-Philippe d'Orléans, du 27 juillet 1757.
- 2 lettres de Courten au maréchal de Richelieu.
- 3 lettres de Courten au maréchal d'Estrées.
- Instructions du roi à M. de Courten pour sa mission à Vienne, des 18 et 25 juin 1757.
- Copie d'un document officiel : Réponse de SMI remise par M. le comte de Colloredo aux 3 questions posées par M. de Courten.
- 2 textes de M. de Courten :
  - 1) Réflexions sur la faute qu'a faite l'armée autrichienne après la prise de Gable.
  - 2) Anecdote concernant la prise de Neiss qui m'a été contée par M. le maréchal de Neipperg.
- Liste des dames, des personnalités et des ministres étrangers à la Cour de Vienne.
- Etat de la dépense faite par M. de Courten pour sa mission.
- Chiffres à chiffrer et à déchiffrer de M. le comte de Stainville.

## BIBLIOGRAPHIE \*

### Sources

Archives de Courten. Fonds privé déposé aux archives cantonales de Sion, papiers du comte Maurice de Courten, section B, carton 5.

*Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France* depuis les traités de Westphalie jusqu'à la révolution française. t. I. Autriche. Paris, 1884.

Bernis, François de Pierre, Cardinal de, *Mémoires*, publ. par Frédéric Masson, Paris. Soc. d'éditions littéraires et artistiques, 1903.

Argenson, Marquis d', *Mémoires et journal inédit*, publ. par René d'Argenson, Paris, 1857.

Frédéric II, *Œuvres historiques (1740-1763)*, Paris, 1872.

Choiseul, Duc de, *Mémoires*, Paris, 1904.

Koch, Christophe-Guillaume, *Table des traités entre la France et les puissances étrangères depuis la paix de Westphalie jusqu'à nos jours*, Bâle, 1802.

*English historical documents*, London, Ed. David C. Douglas, 1957, vol. X, pp. 930-936.

Marquiset, Alfred, *Table alphabétique des noms propres cités dans les mémoires relatifs à l'histoire de France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1913.

Clercq, M. de, *Recueil des traités de la France*, t. I, Paris, 1880.

### Ouvrages généraux

Lavissee, Ernest, *Histoire de France*. t. VIII, 2<sup>e</sup> partie, Paris, 1911.

*The new Cambridge modern history*, t. VII, *The old regime. (1713-1763)*, Cambridge, 1957.

Preclin, Edmond, *Le XVIII<sup>e</sup> siècle*, Coll. Clio, Paris, 1952.

Flassan, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, t. VI, Paris, 1811.

\* A l'exception de ceux qui concernent directement la famille de Courten, aucun ouvrage ne fait mention de la mission du comte Maurice.

Waddington, R., *La guerre de Sept ans*, t. I, Paris, 1899.

Arneth, A. von, *Geschichte Maria-Theresias's*, t. V, Wien, 1875.

### *Ouvrages militaires*

Mouillard, Lucien, *Les régiments sous Louis XV*, Paris, 1882.

Vallière, Paul de, *Honneur et fidélité, histoire des Suisses au service étranger*, Neuchâtel, 1913.

Zurlauben, Baron de, *Histoire militaire des Suisses au service de la France*, Paris, 1751.

— *Code militaire des Suisses*, Paris, 1758.

Napoléon I<sup>er</sup>, *Précis des guerres de Frédéric*, dans les Œuvres historiques de Frédéric II, Paris, 1872.

Courten, J.-Ch. de, *Le régiment de Courten*, dans *Annales valaisannes*, janvier 1917.

Courten, Eugène de, *Le régiment valaisan à la bataille de Fontenoy*, dans *Annales valaisannes*, juin 1954.

### *Ouvrages biographiques*

*Biographie universelle*, Michaud, Paris, 1827.

*Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, vol. II, art. Ta. et J.-Ch. de Courten, pp. 597-598.

Courten, Eugène de, *Famille de Courten, généalogie et services militaires*, Metz, 1885.

*Documents sur la famille de Courten*, Metz, 1887.

Broglie, Albert de, *Le Secret du Roi (1752-1774)*, vol. I, Paris, 1878.

Chevrier, François-Antoine, *La vie politique et militaire de Monsieur le maréchal de Belle-Isle*, La Haye, 1762.

Les titres suivants m'ont été aimablement communiqués par Monsieur Régis de Courten. Ils concernent la biographie du comte Maurice.

Baruteau, Claude, *Le premier Mérite militaire français : 10 mars 1759*, dans *Revue historique de l'armée*, 18, 1962, n° 2, pp. 36-43, ill.

Lacroix, Jean-François de, *Anecdotes des Républiques auxquelles on a joint la Savoie, la Hongrie et la Bohême, 1<sup>re</sup> partie comprenant Gênes... et la Suisse*, Paris, 1771.

Paris, *Versailles et les Provinces au 18<sup>e</sup> siècle. Anecdotes sur la vie privée... par un ancien officier aux Gardes-françaises*, 2<sup>e</sup> édition revue, corrigée et augmentée, Paris, 1809.

Pinard, *Chronologie historique-militaire*, Paris, 1762. (— 5 : lieutenants-généraux.)

*Les Suisses en France*, Paris, Chambre de commerce suisse en France. 1970, 137 p. ill. (Revue économique franco-suisse, 4, 1970.) — (contient : Schazmann, P. E. Le comte Maurice de Courten.)

Schazmann, Paul-Emile. *Il y a deux cents ans mourait un conciliateur suisse méconnu : le lieutenant-général Maurice de Courten*, dans *Journal de Genève*, 1<sup>er</sup> mars 1966.

#### *Ouvrages géographiques*

*Grosser historischer Weltatlas*, III. Teil, Neuzeit, München, 1957.

Rimli, E.-Th. - Visintin, L., *Nouvel atlas mondial*, Zürich, 1962.

#### *Ouvrages de numismatique*

Dieudonné, A., *Manuel de numismatique française*, Paris, 1916.

Say, Léon, *Dictionnaire des finances*. (Article : monnaies), Paris, 1894.

## TABLE DES MATIÈRES

1 <sup>ère</sup> partie	La situation internationale
2 <sup>e</sup> partie :	La personnalité de Maurice de Courten
3 <sup>e</sup> partie	Historique de la mission
4 <sup>e</sup> partie	La correspondance, sujets abordés
5 <sup>e</sup> partie :	Remarques sur le contenu du dossier
Enumération des pièces du dossier	
Bibliographie	



Le comte Maurice de Courten  
(1692 - 1766)